

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 5 FÉVRIER 1909.

Budget du Ministère de l'Intérieur et de l'Agriculture pour l'exercice 1909 ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. MÉLOT.

MESSIEURS,

Les services de l'Instruction publique ayant été séparés en 1907 de ceux de l'Intérieur et le Ministère de l'Agriculture ayant perdu d'autre part l'administration des Beaux-Arts, il était naturel de fondre en un seul Département ministériel deux administrations dont l'importance avait diminué. Ce fut fait à l'occasion de la création du Ministère des Colonies.

Dépenses ordinaires.

Les crédits demandés par le projet de Budget pour la section de l'Intérieur s'élèvent à	fr.	4,473,494	»	
Les crédits alloués en 1908 s'élevaient à		4,741,271	»	
Soit une réduction de.		fr.	265,777	»

Les crédits demandés pour la section de l'Agriculture s'élèvent à	fr.	12,407,453	»	
Les crédits alloués en 1908 s'élevaient à		12,422,328	»	
Soit une réduction de.		fr.	14,875	»

(1) Budget, n° 4, VI.

(2) La Section centrale, présidée par M. NERINX, était composée de MM. BUISSET, FERON, DELBASTÉE, POLET, VISART DE BOCARME et MÉLOT.

Dépenses exceptionnelles.

Les crédits demandés par le projet de Budget pour la section de l'Intérieur s'élèvent à fr. 44,550 »

Les crédits alloués en 1908 s'élevaient à 205,000 »

Soit une réduction de fr. 160,450 »

Les crédits demandés pour la section de l'Agriculture s'élèvent à fr. 185,000 »

Les crédits alloués en 1908 s'élevaient à 169,000 »

Soit une augmentation de fr. 16,000 »

Amendements.

Depuis le dépôt du projet de Budget, quelques amendements ont été déposés par le Gouvernement. Ils constituent des transferts nécessités par l'échange des services d'un Département ministériel à l'autre. La note qui accompagne ces amendements en expose la portée et les justifie :

Bruxelles, le 17 décembre 1908.

A Monsieur le Président de la Chambre des Représentants, à Bruxelles.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

J'ai l'honneur de vous adresser une note relative à divers amendements au projet de Budget du Ministère de l'Intérieur et de l'Agriculture pour l'exercice 1909.

Par suite de ces amendements, le dit projet de Budget s'élève :

1° TABLEAU A.

1^{re} section. — Dépenses ordinaires, fr. 4,471,994 »

2^e section. — Dépenses exceptionnelles 44,550 »

ENSEMBLE fr. 4,516,544 »

2° TABLEAU B.

1^{re} section. — Dépenses ordinaires, fr. 12,366,183 »

2^e section. — Dépenses exceptionnelles 185,000 »

ENSEMBLE fr. 12,551,183 »

TOTAL. fr. 17,067,727 »

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le Ministre des Finances,

JUL. LIEBAERT.

NOTE.

L'Administration centrale du Ministère des Sciences et des Arts ayant été installée, lors de la création de ce Département (arrêté royal du 2 mai 1907), dans l'hôtel de l'ancien Ministère de l'Intérieur et de l'Instruction publique, le Budget du Département de l'Intérieur est resté chargé du service de l'éclairage et du chauffage des bureaux occupés par la dite Administration (*Doc. parl.* n° 468, Chambre des Représentants, session 1906-1907).

Ensuite de la réunion du Département de l'Agriculture à celui de l'Intérieur, les services ressortissant à l'un et à l'autre ont été réunis dans l'hôtel prémentionné. A cette fin, un échange de locaux a eu lieu entre l'Administration centrale du Ministère des Sciences et des Arts et celle de l'ancien Département de l'Agriculture.

Il en résulte la nécessité de modifier par simple transfert d'un budget à un autre, certains crédits proposés pour l'exercice 1909. Ces modifications concernant le projet de budget du Ministère de l'Intérieur et de l'Agriculture sont les suivantes :

TABLEAU A.	TABEL A.
Services du Département de l'Intérieur.	Diensten van het Departement van Binnenlandsche Zaken.
Première section. — Dépenses ordinaires.	Eerste sectie. — Gewone uitgaven.
CHAPITRE I ^{er} .	HOOFDSTUK I.
ADMINISTRATION CENTRALE.	HOOFDBESTUUR.
ART. 3. — Fournitures de bureau, impressions, achats et réparations de meubles, éclairage, chauffage, menues dépenses. Frais du BULLETIN DU MINISTÈRE fr. 58,625 »	ART. 3. — Kantoorgerie, drukwerk, aankoop en herstelling van meubelen, licht, vuur, kleine uitgaven. Kosten van het BULLETIN DU MINISTÈRE fr. 58,625 »

Diminution de 3,500 francs.

TABLEAU B.

Services du Département de l'Agriculture.

Première section. — Dépenses ordinaires.

CHAPITRE I^{er}.

ADMINISTRATION CENTRALE.

ART. 1^{er}. — *Traitements d'activité et de disponibilité des fonctionnaires, employés et gens de service*
fr. 273,298 »

TABEL B.

Diensten van het Departement van Landbouw.

Eerste sectie. — Gewone uitgaven.

HOOFDSTUK I.

HOOFDBESTUUR.

ART. 1. — *Jaarwedden van de in werkelijken dienst en in beschikbaarheid zijnde ambtenaren, beambten en bedienden*. fr. 273,298 »

Diminution de 8,770 francs.

ART. 2. — *Fournitures de bureau, impressions, achat et réparations de meubles, menues dépenses*
fr. 19,500 »

ART. 2. — *Kantoorgerief, drukwerk, aankoop en herstelling van meubels, kleine uitgaven*. . . . fr. 19,500 »

Diminution de 32,500 francs et suppression dans le libellé des mots de « Chauffage, éclairage ».

Bruxelles, le 13 janvier 1909.

A Monsieur le Président de la Chambre des Représentants, à Bruxelles,

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

J'ai l'honneur de vous adresser une note relative à un nouvel amendement proposé au profit du Budget du Ministère de l'Intérieur et de l'Agriculture pour l'exercice 1909.

Par suite de cet amendement le dit projet de Budget s'élève :

1^o TABLEAU A :

1^{re} section. — Dépenses ordinaires à fr. 4,471,994 »
2^e section. Dépenses exceptionnelles 44,550 »

ENSEMBLE. . . . fr. 4,516,544 »

REPORT. fr. 4,516,544 »

2° TABLEAU B :

1^{re} section. — Dépenses ordinaires à fr. 12,358,183 »

2^e section. — Dépenses exceptionnelles 185,000 »

ENSEMBLE. fr. 12,543,183 »

TOTAL. fr. 17,059,727 »

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le Ministre des Finances,

JUL. LIEBAERT.

NOTE.

TABLEAU B.

Services du Département de l'Agriculture.

Première section. — Dépenses ordinaires.

CHAPITRE 1^{er}.

ADMINISTRATION CENTRALE.

ART. 1^{er}. — *Traitements d'activité et de disponibilité des fonctionnaires employés et gens de service.* fr. 265,298 »

TABEL B.

Diensten van het Departement van Landbouw.

Eerste sectie. — Gewone uitgaven.

HOOFDSTUK I.

HOOFDBESTUUR.

ART. 1. — *Jaarweden van de in werkelijken dienst en in beschikbaarheid zijnde ambtenaren, beambten en bedienden.* fr. 265,298 »

Ce crédit a été réduit par amendement à 273,298 francs.

Il y a lieu de lui faire subir une nouvelle diminution de 8,000 francs, somme représentant le traitement d'un fonctionnaire supérieur transféré du Département de l'Intérieur et de l'Agriculture à celui des Sciences et des Arts.

*
* * *

La note préliminaire qui accompagne le projet de Budget donnant à propos de chaque poste, toutes les explications relatives aux augmentations ou aux réductions de crédits et ces changements n'ayant suscité aucune observation ni dans les Sections, ni dans la Section centrale, celle-ci peut se borner à signaler, dans la manière dont le Budget a été dressé, un louable souci de diminuer les dépenses.

Nous croyons répondre au vœu exprimé dans plusieurs sections en divisant ce rapport en deux parties, dont l'une traitera de la section de l'Intérieur, l'autre, de la section de l'Agriculture.

SERVICES DU DÉPARTEMENT DE L'INTÉRIEUR.

I. — Considérations générales.

Plusieurs membres ont soulevé à nouveau la question de la nomination de bourgmestres socialistes.

Cette question n'est pas neuve.

Elle a été discutée à la Chambre dès 1896.

M. Schollaert, alors Ministre de l'Intérieur, après avoir défini la mission des bourgmestres et exposé le devoir du Gouvernement qui doit rechercher si les candidats présentés réunissent les qualités requises pour remplir cette mission, déclarait qu'il ne pourrait reconnaître ces qualités à des conseillers socialistes aussi longtemps que ceux-ci ne lui auraient pas donné des explications satisfaisantes sur ce qu'ils entendent par la fidélité au serment. Il signalait les conseils donnés à ce sujet aux élus socialistes par le journal *Le Peuple*, sous la signature de M. L. De Fuisseaux. *Le Peuple* estimait que le serment, imposé sous peine de nullité de l'élection, ne lie pas la conscience de ceux qui le subissent, qu'il faut le prêter sans réserve mais sans attacher à cette formalité plus d'importance qu'elle n'en comporte.

La Chambre, par 53 voix contre 23, admit la thèse du Ministre de l'Intérieur ⁽¹⁾.

Depuis, la question fut plusieurs fois encore discutée à la Chambre sans que la majorité cessât d'approuver la politique gouvernementale.

Dans la Section centrale, un membre a fait remarquer que cet article du *Peuple* était bien vieux ; que depuis sa publication, des conseillers socialistes avaient fait fonctions de bourgmestre ; qu'ils n'avaient pas manqué à leur devoir, ni failli à leur serment. On ne peut, ajoutait-il, empêcher les conseillers socialistes, pas plus que les autres citoyens belges, d'avoir un idéal politique qui ne soit pas conforme au régime établi par la Consti-

(1) Séances des 5 et 6 février 1896.

tution et par les lois. Tout ce qu'on peut réclamer d'eux, c'est qu'ils ne cherchent à réaliser cet idéal que par les voies légales. Pour conclure, ce membre proposait de demander au Gouvernement s'il n'avait pas l'intention de changer de politique quant à la nomination des bourgmestres.

La Section centrale a refusé de poser cette question qui eût été interprétée comme le blâme d'une politique qu'elle n'a pas à critiquer.

Le Roi nomme les bourgmestres. Au pouvoir exécutif incombe donc la tâche de faire une enquête à propos de toute nomination; c'est sous sa responsabilité qu'il fait chaque choix. Dans un pays où la mission du bourgmestre est si importante, son droit de police si étendu, l'on comprend que le Gouvernement hésite à confier ces fonctions aux conseillers qui se réclament d'un parti dont le programme social est la lutte des classes et l'établissement du collectivisme, le programme politique, l'établissement de la République, d'autant que ce parti n'a pas toujours reculé pour faire triompher sa cause, devant les coups de force.

Il est à présumer que les élus de ce parti ne voudront ni ne pourront remplir en toute occasion un mandat dont l'objet est avant tout le respect de la légalité et le maintien de l'ordre.

Cette présomption peut céder devant la preuve contraire.

Si — comme on l'a dit au sein de la Section centrale — le programme révolutionnaire de beaucoup d'élus socialistes est plus spéculatif que pratique; s'il apparaissait clairement que leur système n'est autre chose qu'un idéal lointain dont l'expression théorique est d'ailleurs autorisée par la Constitution, qui n'empêche pas ceux qui s'en bercent de s'accommoder pratiquement de notre état social, voire des agréments qu'il procure, le Gouvernement pourrait peut-être trouver dans ces constatations certaines garanties et compter que ces élus veilleraient au maintien de l'ordre et au respect des lois.

Quoi qu'il en soit, il s'agit ici de décisions réservées au pouvoir exécutif. La Section centrale n'a pas à lui dicter sa ligne de conduite.

Elle a refusé aussi, mais pour des raisons d'un autre ordre, d'instituer une discussion sur l'extension de la représentation proportionnelle aux élections provinciales ou communales. La Chambre est saisie de propositions relatives à cet objet. Il lui appartient de choisir le moment de les discuter.

II. — Discussion des articles.

CHAPITRE II.

PENSIONS ET SECOURS.

L'attention de la Section centrale a été attirée sur l'utilité qu'il y aurait à assurer une pension aux employés communaux et aux employés des administrations subordonnées à l'Administration communale telles que les Bureaux de bienfaisance.

Dans beaucoup de communes, les employés communaux n'ont pas droit

à la pension qui n'est accordée dans aucune à tous les employés des administrations subordonnées. Dans les communes qui assurent des pensions à leurs employés, on n'a pas toujours prévu le cas où un employé passerait du service d'une commune à celui d'une autre ou de celui des communes à celui des provinces.

Cette situation présente des inconvénients multiples ; la Section a estimé qu'il y avait lieu de préconiser la création d'une caisse centrale de pension ; on a cité, à l'appui, l'exemple de l'Allemagne. La Section estime qu'il ne serait pas nécessaire de rendre obligatoire l'affiliation à cette caisse ; les avantages qu'elle offrirait, si le Gouvernement les faisait connaître, suffiraient à en généraliser l'usage.

Sachant que le Gouvernement s'occupe de cette question, la Section centrale lui a posé la question suivante :

Question.

« La Section demande au Gouvernement quel est son sentiment sur la constitution d'une caisse centrale de pension en faveur des employés communaux. »

Réponse.

« L'expérience acquise au sujet de la gestion des caisses de pensions instituées sous le patronage de l'État oblige celui-ci à user de prudence lorsqu'on s'adresse à lui dans le but de créer de nouveaux organismes de prévoyance.

» C'est ce qui engagea le Gouvernement à donner la préférence au principe de l'affiliation à la Caisse générale d'épargne et de retraite, lorsqu'il se vit sollicité de créer une caisse de pensions en faveur des fonctionnaires et employés communaux, de leurs veuves et orphelins.

» Toutefois, l'affiliation pure et simple à la Caisse de retraite ne paraissait pas devoir réaliser les vœux des demandeurs. Les statuts de la Caisse générale d'épargne et de retraite sont trop limitatifs et il eût fallu étendre ses attributions de manière à lui permettre de gérer une sorte d'institution intercommunale d'assurances ayant exclusivement pour objet des pensions de retraite et des rentes viagères ou temporaires de survie au profit des intéressés.

» Depuis lors, on a cherché le moyen de créer une institution autonome et le Gouvernement attend l'issue des travaux entrepris à la Caisse d'épargne, à l'effet d'établir des tarifs applicables aux rentes de survie au profit des veuves et des tarifs applicables aux rentes temporaires de survie au profit des orphelins. L'établissement de ces tarifs comporte un travail considérable, auquel vient s'ajouter une étude reconnue indispensable de la mortalité des agents des administrations publiques, de leurs femmes et de leurs enfants.

» Plus d'une fois le Gouvernement a eu l'occasion de faire, à propos de ces travaux, des déclarations à la Chambre. Il n'est pas inopportun de

rappeler celles qui, en séance du 30 janvier 1908, répondait à un discours de M. Maenhaut. On y trouvera la préoccupation constante du Gouvernement d'aboutir à un résultat, qui, d'accord avec la science et l'expérience, réponde au but que l'on se propose d'atteindre.

» Il a été reconnu que l'on devait abandonner complètement l'idée de rattacher à la Caisse de retraite le service des pensions à accorder aux employés communaux, à leurs veuves et à leurs orphelins et qu'il y a lieu d'en faire l'objet d'une institution spéciale.

» Mais ici se présentent certaines considérations résumées dans la circulaire ci-jointe, du 18 juillet 1908, adressée à MM. les Gouverneurs des provinces, avec prière d'en saisir les conseils provinciaux ⁽¹⁾.

(1)

« Bruxelles, le 18 juillet 1908.

» Circulaire à Messieurs les Gouverneurs des provinces.

» A la demande du Gouvernement, l'administration de la Caisse générale d'épargne et de retraite a bien voulu se charger de poursuivre l'étude des questions techniques que soulève la création d'un service de pensions en faveur des fonctionnaires et employés communaux, de leurs veuves et orphelins.

» Il a paru que la conception de cet organisme nouveau devait s'écarter complètement du modèle adopté pour les Caisses de prévoyance créées antérieurement, leur situation financière donnant lieu, pour la plupart, à des craintes sérieuses.

» Il avait été décidé, au premier abord, que les rentes nouvelles à servir aux agents communaux, ainsi qu'à leurs veuves et orphelins, pourraient être rattachées au service de la Caisse de retraite, moyennant certaines modifications à apporter à la loi instituant la Caisse générale d'épargne et de retraite. Mais il fut reconnu ensuite qu'il y aurait avantage à créer une institution autonome, ayant ses tarifs propres, calculés d'après des tables de mortalité adaptées à la nature spéciale des futurs affiliés.

» La Caisse d'épargne dut se livrer à un long travail de statistique en vue d'étudier la mortalité des agents des administrations publiques, de leurs femmes et de leurs enfants.

» Les recherches entreprises à ce sujet sont en bonne voie. Il pourra donc être procédé bientôt à l'élaboration des tarifs, et il convient, en prévision de ce travail, d'arrêter le taux de capitalisation qu'il y aura lieu d'appliquer au calcul. Ce taux est fonction de la productivité des placements. De quelle nature seront ceux-ci ?

» Il paraîtrait rationnel d'employer, en premier lieu, les capitaux qui seront accumulés par le service des pensions communales à l'acquisition de titres des emprunts à émettre par les provinces et les communes elles-mêmes. Les emprunts de l'espèce, conclus à l'intervention de la Société de crédit communal, comportent actuellement un intérêt se rapprochant du taux de 3.75 %. Si les placements de la Caisse des pensions lui procuraient ce revenu de 3.75 %, la capitalisation devrait se faire sur le pied de 3.25 %, la marge de 0.50 % représentant le coefficient de sécurité qu'il est indispensable de ménager afin de prémunir l'institution contre les écarts défavorables qui pourraient se manifester dans la mortalité des affiliés. Il serait hautement désirable d'ailleurs d'assurer la stabilité du revenu des placements de la Caisse, et dans ce but il faudrait que les provinces souscrivissent l'engagement de garantir l'intérêt de 3.75 % pour tous les capitaux placés pendant la période décennale au terme de laquelle il serait, périodiquement, procédé à la révision des tarifs.

» Au surplus, il resterait à examiner si les capitaux disponibles de la Caisse nouvelle ne pourraient servir, jusqu'à un certain point, à couvrir les emprunts contractés par des com-

» Il s'agit de l'intervention pécuniaire des provinces et des communes, au sujet de laquelle il est à prévoir que surgiront quelques difficultés.

» D'autre part, il existe dans plusieurs provinces des caisses de diverses espèces auxquelles sont affiliés des agents provinciaux et communaux. Il y aura probablement lieu de tenir compte de l'existence de ces institutions dans le travail d'élaboration des statuts de la caisse projetée, et ce, afin d'éviter soit des contradictions, soit des doubles emplois.

» D'ailleurs, l'enquête provoquée par la circulaire du 18 juillet dernier est loin d'être complète et ses résultats n'ont pu, jusqu'à cette heure, être communiqués aux actuaire de la Caisse générale d'épargne et de retraite.

» Le Gouvernement reste donc dans l'expectative, mais il ne néglige aucun moyen de donner à l'affaire toute l'impulsion désirable.

munes qui, au lieu de traiter avec la Société du crédit communal, ou les banques, s'adresseraient à la Caisse de pensions.

» Ainsi que cela existe déjà en faveur des instituteurs et des secrétaires communaux, la participation des provinces et des communes devrait être acquise aux pensions des autres employés communaux.

» L'intervention des provinces aurait donc un double objet :

» 1° Subsidés proportionnels aux versements des affiliés de manière à leur faciliter l'acquisition des pensions et rentes ;

» 2° Garantie de l'intérêt de 3.75 % dont il est question ci-dessus.

» Dans l'état actuel de l'étude que poursuivent en commun le Département des Finances et la Caisse générale d'épargne et de retraite, la question se résume ainsi :

» Création d'un organisme central chargé de la gestion des capitaux recueillis et du service des rentes, service auquel la Caisse générale d'épargne et de retraite prêterait son concours, moyennant rémunération ;

» Utilisation des organismes locaux existants — provinces et communes — pour le service des recettes et des paiements pour compte de l'organisme central. En principe, chaque administration provinciale concentrerait les recettes effectuées par les différentes communes de la province, de manière à simplifier les opérations. Pour des raisons analogues, il conviendrait de n'admettre que des versements annuels.

» L'organisme central serait chargé de traiter les opérations suivantes :

» 1° Constitution, au moyen de subventions, de rentes viagères prenant cours à 65 ans, au profit des fonctionnaires et agents communaux ;

» 2° Constitution de rentes de survie au profit des femmes des employés mariés, au moyen de retenues sur les traitements ;

» 3° Constitution de rentes de survie au profit des enfants dans le cas où ils deviendraient orphelins de père et de mère ; ces rentes seraient temporaires et prendraient fin à 18 ans ;

» 4° Gestion, au profit des célibataires ou veufs, de comptes d'épargne alimentés par des retenues sur les traitements.

» Telles sont, quant à présent, Monsieur le Gouverneur, les diverses considérations sur lesquelles il serait utile de connaître l'avis du Conseil provincial. Je vous serais donc obligé de vouloir en saisir la Députation permanente, afin qu'elle puisse, s'il en est temps encore, les soumettre au Conseil en l'une de ses plus prochaines séances.

» Le Ministre,

» (s.) F. SCHOLLAERT. »

CHAPITRE IV.

AFFAIRES PROVINCIALES ET COMMUNALES.

Depuis trois ans, le très distingué Gouverneur du Brabant saisit chaque occasion d'attirer l'attention publique sur l'utilité de grouper certains services communaux. En 1906, dans le discours qu'il prononçait à l'ouverture de la session du Conseil provincial, il exprimait le vœu de voir les administrations municipales s'associer pour des tâches communes, tout en gardant leurs prérogatives essentielles. Il préconisait des associations intercommunales en vue de l'établissement de tramways, de l'administration et de la police des cours d'eau non navigables ni flottables — la loi de 1877 n'ayant pas donné les résultats qu'on en attendait —, en vue de l'unification de la police tant dans l'agglomération bruxelloise que dans les petites communes rurales, en vue enfin de l'organisation des services sanitaires. En 1907 et en 1908, il reprenait cette idée ⁽¹⁾.

Lors de la visite officielle qu'il fit à la ville de Louvain, le 20 septembre 1908, il y revint incidemment et il la précisa de la manière suivante : « La province de Brabant compte aujourd'hui plus de 1 million » 400,000 habitants ; c'est au delà du cinquième de la population du pays » entier ; c'est presque la population réunie de quatre autres provinces. » L'agglomération bruxelloise en comprend à elle seule plus de la moitié » et elle se développe tellement qu'on se demande si elle ne formera pas » plus tard une province spéciale nouvelle, c'est-à-dire un groupement administratif lui assurant plus d'intime cohésion et d'harmonie. Pourquoi pas, » Messieurs ! et qui sait si Louvain, cette cité si glorieuse dans le passé, » Louvain, l'ancienne capitale du Brabant, Louvain dont l'activité intellectuelle, industrielle et politique est si intense, ne redeviendra pas, à côté » de la province de Bruxelles, le chef-lieu du Brabant ? ⁽²⁾ »

Quoique la réunion en province des communes de l'agglomération bruxelloise ne puisse donner par elle-même la cohésion nécessaire, on pouvait se demander si l'insistance que met le Gouverneur du Brabant à préconiser cette unification n'avait pas pour but de préparer l'opinion publique à un projet de statut spécial pour la capitale.

La Section centrale a donc posé au Gouvernement la question suivante :

Question.

« La Section prie le Gouvernement de lui faire connaître ses intentions quant au projet de fédérer certaines communes formant agglomération et, en particulier, les communes de l'agglomération bruxelloise. »

(1) Discours prononcés, le 3 juillet 1906, le 2 juillet 1907, le 7 juillet 1908, par M. Beco, Gouverneur de la province.

(2) Ville de Louvain. (*Bulletin communal*, n° 20, septembre 1908.)

Réponse.

« L'idée de fédérer les communes formant une agglomération, et notamment les communes de l'agglomération bruxelloise, n'est pas nouvelle; elle a été mise en avant il y a de longues années. L'honorable M. Furnémont l'a reprise pour son compte en déposant, à la séance de la Chambre des Représentants du 31 juillet 1903, un projet de loi ayant pour objet de permettre aux conseils communaux de localités limitrophes de déléguer à un conseil unique, nommé par eux, le règlement d'intérêts communaux, communs à l'agglomération.

« La Section centrale n'a pas jusqu'ici déposé son rapport sur ce projet. Il me paraît que, dans ces conditions, il serait prématuré pour le Gouvernement d'exprimer une appréciation qu'il ne sera appelé à faire connaître qu'au moment de la discussion de la proposition de loi. »

La Section centrale chargée d'examiner le Budget du Ministère de l'Intérieur et de l'Agriculture ne peut que se féliciter de l'hommage indirectement rendu par le Gouvernement à l'efficacité de l'initiative parlementaire. Elle laisse à la Section centrale chargée d'examiner la proposition de M. Furnémont le soin de provoquer, si elle le juge utile, l'appréciation du Gouvernement.

*
* *

Dans le même ordre d'idées, en vue de généraliser la distribution de l'énergie électrique, la Section centrale avait posé la question suivante :

Question.

« La Section demande au Gouvernement son sentiment sur la constitution d'un organisme central chargé d'assurer aux communes la distribution de l'énergie électrique. »

Réponse.

« Les organismes centraux, dont l'action s'étend sur plusieurs communes, destinés à fournir et à distribuer l'énergie électrique, sont dans beaucoup de cas indispensables. Seulement, l'emploi de l'électricité ne s'impose pas, jusqu'à présent, d'une manière générale, ni pour l'éclairage, ni pour la distribution de la force motrice; d'autres systèmes sont même souvent préférables, au point de vue financier.

» En outre, la distribution de l'électricité en une partie quelconque du pays, n'intéresse pas le bien-être général, au même titre que des travaux de voirie, d'hygiène, etc., ou des entreprises de transports publics.

» L'intervention de l'État, en vue de créer un organisme central qui se substituerait à l'industrie privée ou aux régies communales, ne semble pas se justifier. »

Le Gouvernement préfère donc laisser l'industrie privée et les régies communales constituer des centrales d'électricité au fur et à mesure des besoins plutôt que de prendre lui-même l'initiative de créer un organisme national qui monopoliserait en quelque sorte, la distribution de l'énergie électrique.

La majorité de la Section partage ce sentiment.

*
* * *

Un membre de la Section centrale en ayant manifesté le désir, la Section n'a vu aucun inconvénient à poser au Gouvernement la question suivante :

Question.

« La Section prie le Gouvernement de lui fournir, dressé par commune, le tableau des divers systèmes d'impositions communales qui frappent les charbonnages, avec le montant de la taxe perçue par tonne. »

Réponse.

Relevé des communes qui perçoivent des taxes spéciales à charge des exploitations charbonnières. (Année 1908.)

I. — Taxes basées sur l'extraction opérée sous le territoire des communes.

NOMS des communes.	MONTANT GLOBAL de l'impôt et nature de celui-ci.	Observations.
Aiseau	1,500 francs à répartir entre les charbonnages au prorata de l'extraction opérée sous le territoire communal l'année précédente	<i>Observation générale.</i> — Il existe, dans plusieurs communes des bassins charbonniers des taxes sur les chaudières à vapeur, sur les moteurs non actionnés par la vapeur et sur le personnel ouvrier des établissements industriels. En règle générale, les charbonnages échappent à ces taxes lorsqu'ils sont déjà astreints à des impôts les frappant spécialement. Cette règle n'est cependant pas absolue. Chaque fois qu'il y est dérogé, il en sera fait mention dans la présente colonne à côté du nom de la commune intéressée.
Anderlues	18,000 idem.	
Boussoit	800 idem.	
Boussu	16,000 idem.	
Carnières	5,000 idem.	
Châtelet	5,000 idem.	
Courcelles	2,000 idem.	
Cuesmes	22,000 idem.	
	10 % du principal de la redevance proportionnelle des mines.	
Dour	12,000 francs à répartir au prorata de l'extraction opérée sous le territoire communal l'année précédente.	
Flénu	8,000 idem.	
Fleurus	12,000 idem.	
Fontaine-l'Évêque	7,510 idem.	
Forchies-la-Marche	7,300 idem.	
Frameries	15,000 idem.	
Gilly	17,000 idem.	
Houdeng-Aimeries	4,000 idem.	
Hornu	15,000 idem.	

NOMS des communes.	MONTANT GLOBAL de l'impôt et nature de celui-ci.	Observations.
Haine-Saint-Pierre	500 francs à répartir au prorata de l'extraction opérée sous le territoire communal l'année précédente	
La Bouverie (4)	6,000 idem	(1) La commune de La Bouverie perçoit, en outre, une taxe de 8 francs par four à coke.
Lodelinsart	6,000 idem.	
Moignelée	5,000 idem.	
Montigny-sur-Sambre	24,000 francs à répartir au prorata de l'extraction moyenne opérée pendant la dernière période quinquennale.	
Jumet (2)	10,000 francs à répartir au prorata de l'extraction opérée sous le territoire communal l'année précédente.	(2) Les charbonnages sont imposés, en outre, aux rôles des taxes sur les chaudières à vapeur, sur les moteurs non actionnés par la vapeur et sur le personnel ouvrier.
Pâturages	7,500 idem.	
Piéton	6,850 idem.	
Mont-sur-Marchienne	1,200 idem.	
Péronne-lez-Binche	7,000 idem.	
Pont-de-Loup	5,500 idem.	(3) La commune de Quaregnon perçoit, en outre, 75 centimes additionnels aux redevances fixe et proportionnelle des mines
Quaregnon (3)	26,000 idem.	
Ressaix (4)	1,000 francs minimum et 2,000 francs maximum par puits d'extraction situé sur le territoire communal	(4) La commune perçoit, en outre, une taxe de 5 francs minimum et de 10 francs maximum par four à coke.
Saint-Vaast	4,000 francs à répartir au prorata de l'extraction respective opérée l'année précédente.	
Thieu	1,070 idem.	
Trazegnies	15,000 idem.	
Wasmès	15,000 idem.	

II. — Taxes basées sur les bénéfices réalisés au moyen de l'extraction opérée sous le territoire des communes.

NOMS des communes.	TAUX et nature de la taxe.	Observations.
Glain	4.80 % sur le cinquième du bénéfice net réalisé pendant la dernière période quinquennale en exploitant le sous-sol de la commune.	
Pironchamps	5,500 francs à répartir au prorata du bénéfice moyen à la tonne réalisé pendant la dernière période quinquennale en exploitant le sous-sol de la commune.	
Roselies	5,000 idem.	
Roux	2 % sur le bénéfice moyen réalisé pendant la dernière période quinquennale en exploitant le sous-sol de la commune	
St-Nicolas-lez-Liège	2 10 % idem.	
Souvret	5 % idem.	
Vottem	3.02305 % idem.	

III. — Centimes additionnels à la redevance des mines perçue au profit de l'État.

NOMS des communes.	TAUX des impositions.	Observations.
Angleur	75 centimes additionnels au principal des redevances fixe et proportionnelle des mines au prorata de l'étendue des concessions sur le territoire communal.	
Flémalle-Haute . . .	72 idem.	
Hollogne-aux-Pierres.	65 idem.	
Gosselies	20 idem.	
Gottignies	100 centimes additionnels au principal de la redevance fixe.	
Herstal (1)	30 centimes additionnels au principal de la redevance proportionnelle.	(1) La commune perçoit, en outre, une taxe spéciale de 4 francs par personne occupée dans les houillères
Houdeng-Goegnies . .	80 idem.	
Jemappes	15 centimes additionnels au principal des redevances fixe et proportionnelle.	
Marchienne-au-Pont .	55 idem.	
Marcinelle	10 idem.	
Rahier	170 idem.	
Liège	125 idem.	

IV. — Taxes assises sur d'autres bases que celles mentionnées ci-dessus.

NOMS des communes.	TAUX des impositions.	Observations.
Flémalle-Grande . . .	1 ^o 5 francs par personne occupée dans les houillères. 2 ^o Taxe sur les fours à coke fixée à fr. 58,42 ou 58 francs, suivant le système employé.	
Horion-Hozemont . . .	1 ^o Fr. 5 25 par personne occupée dans les houillères. 2 ^o 3 francs par cheval de force des moteurs employés par les charbonnages	
Montegnée	6 francs par personne occupée dans les charbonnages (grande industrie).	(1) Les charbonnages sont imposés, en outre, à la taxe de 3 1/2 % établie à charge de tous les établissements industriels de Seraing à raison des bénéfices réalisés l'année précédente sur le territoire communal.
Seraing (1)	12 francs par personne occupée dans les houillères.	

CHAPITRE VII.

GARDE CIVIQUE.

Un membre a demandé à la Section centrale de poser au Gouvernement la question suivante :

Question.

« La Section prie le Gouvernement de lui fournir pour les années 1897 et 1907, la liste des communes dans lesquelles la garde civique a été mise en activité et de celles dont les gardes civiques ont fusionné (groupe), ainsi que le montant des allocations communales et le chiffre total des amendes perçues au profit des communes. »

Réponse.

I. — *Liste des communes où la garde civique était active en 1907.*

Province d'Anvers.	Anvers et Malines.
Province de Brabant	Andèrlecht, Bruxelles, Etterbeek, Ixelles, Laeken, Louvain, Molenbeek-Saint-Jean, Nivelles, Saint-Gilles, Saint-Josse-ten-Noode et Schaerbeek.
Flandre occidentale	Bruges, Courtrai, Mouscron, Ostende, Roulers et Ypres.
Flandre orientale	Alost, Eecloo, Gand, Grammont, Saint-Nicolas, Termonde et Wetteren.
Province de Hainaut	Ath, Charleroi, Châtelet, Châtelaineau, Courcelles, Dampremy, Gilly, Jumet, La Louvière, Marchienne-au-Pont, Marcinelle, Mons, Montigny-sur-Sambre, Morlanwelz, Monceau-sur-Sambre, Roux et Tournai.
Province de Liège.	Huy, Liège, Verviers.
Province de Limbourg.	Hasselt.
Province de Luxembourg.	Arlon.
Province de Namur	Dinant et Namur.

II. — *Liste des communes dont la garde civique a été appelée à l'activité depuis 1897.*

Province d'Anvers.	Boom, Borgerhout, Berchem, Deurne, Hoboken, Lierre, Merxem, Turnhout et Willebroeck.
Province de Brabant	Hal, Tirlemont et Vilvorde.
Flandre occidentale	Menin.
Flandre orientale	Gentbrugge, Lokeren, Ledeborg, Mont-Saint-Amand, Renaix.

Province de Hainaut	Carnières, Binche, Boussu, Couillet, Haine-Saint-Pierre, Haine-Saint-Paul, Houdeng-Aimeries, Houdeng-Goegnies, Chapelle-lez-Herlaimont, Lodelinsart, La Hestre, Dour, Gosselies, Lessines, Jemappes, Soignies et Trazegnies
Province de Liège	Bressoux, Grivegnée, Jemeppe, Herstal, Hodimont, Heusy, Dison, Ougrée, Seraing et Tilleur
Province de Limbourg	Saint-Trond.
Province de Namur	Jambes et Saint-Servais.

III. — Liste des communes ayant été groupées pour l'organisation de la garde civique.

Province d'Anvers	1. Boom et Willebroeck.
	2. Borgerhout , Berchem, Deurne, Merxem et Hoboken.
Province de Brabant	3. Ixelles et Etterbeek
	4. Saint-Gilles , Molenbeek-Saint-Jean et Anderlecht.
	5. Schaerbeek , Saint-Josse-ten-Noode et Laeken.
Flandre occidentale	6. Courtrai et Menin.
Flandre orientale	7. Gand , Ledeberg, Mont-Saint-Amand et Gentbrugge.
Province de Hainaut	8. Ath et Lessines.
	9. Charleroi et Marcinelle.
	10. Châtelet et Châtelineau.
	11. Jumet , Dampremy, Roux et Lodelinsart.
	12. La Louvière Haine-Saint-Pierre, Haine-Saint-Paul, Houdeng-Aimeries et Houdeng-Goegnies.
	13. Marchienne-au-Pont , Monceau-sur-Sambre et Mont-sur-Marchienne.
	14. Montignies-sur-Sambre et Couillet.
	15. Mons , Jemappes et Soignies
	16. Boussu et Dour.
	17. Morlanwelz , Chapelle-lez-Herlaimont, Trazegnies, Carnières et La Hestre.
Province de Liège	18. Liège , Bressoux, Grivegnée et Herstal
	19. Verviers , Heusy, Hodimont et Dison.
	20. Seraing , Jemeppe, Ougrée et Tilleur.
Province de Namur	21. Namur . Jambes et Saint-Servais.

Garde civique.

*Montant des allocations communales et chiffre total des amendes perçues
au profit des communes en 1897 et 1907.*

COMMUNES.	Allocations communales		Amendes perçues au profit de la commune		Observations.
	pour 1897.	pour 1907	en 1897.	en 1907.	
Anvers	37,867 80	66,470 »	2,039 65	9,957 91	
(G.) { Boom	»	1,936 »	»	32 20	A l'activité par arrêté royal du 7 décembre 1897.
{ Willebroeck	»	633 36	»	»	A l'activité par arrêté royal du 23 décembre 1904.
Borgerhout	»	5,094 33	»	»	A l'activité par arrêté royal du 7 décembre 1897.
Berchem	»	3,898 24	»	919 74	Idem.
(G.) { Deurne	»	1,129 66	»	374 72	Idem.
{ Merxem	»	1,346 16	»	280 47	Idem.
Hoboken	»	590 59	»	»	A l'activité par arrêté royal du 23 décembre 1904.
Lierre	»	2,592 »	»	168 15	
Malines	4,688 26	6,588 »	164 35	342 95	
Turnhout	»	2,680 »	»	30 40	
Bruxelles	49,698 16	53,962 94	6,660 45	13,863 88	
(G.) { Ixelles	8,068 67	12,603 53	224 20	1,790 35	
{ Etterbeek	2,861 35	4,385 87	3 17	586 17	
Louvain	6,935 74	9,000 »	454 10	509 63	
Nivelles	2,025 62	3,379 32	263 »	187 15	
(G.) { Saint-Gilles	9,717 75	14,637 10	1,825 90	2,507 »	
{ Molenbeek-Saint-Jean	6,380 42	9,644 21	1,011 75	1,488 68	
Anderlecht	6,568 »	9,643 82	382 85	1,488 63	
(G.) { Schaerbeek	8,674 05	10,149 63	4,189 55	2,115 95	
{ Saint-Josse-ten-Noode	9,748 15	8,975 16	989 90	1,947 87	
Laeken	5,416 »	5,658 83	666 27	1,228 13	
Tirlemont	»	4,018 20	»	»	A l'activité par arrêté royal du 7 décembre 1897.
Hal	»	2,827 »	»	85 »	A l'activité par arrêté royal du 23 décembre 1904.
Vilvorde	»	2,000 »	»	103 55	Idem.
Bruges	7,129 92	9,045 »	163 40	399 »	
(G.) { Courtrai	2,851 37	4,215 03	195 70	» (1)	(1) La ville n'a pas encore perçu le montant.
{ Menin	»	486 65	»	Néant	A l'activité par arrêté royal du 23 décembre 1904.
Mouscron	545 10	2,291 93	Néant	Néant	
Ostende	6,490 10	10,269 73	304 »	206 96	
Roulers	2,483 95	3,766 55	Néant.	Néant	
Ypres	1,467 76	1,616 55	Néant	Néant.	

COMMUNES.	Allocations communales		Amendes perçues au profit de la commune		Observations.
	pour 1897.	pour 1907	en 1897.	en 1907.	
Gand	24,415 73	24,515 38	1,037 »	2,293 58	
(G.) { Ledeberg	»	766 91	»	62 12	A l'activité par arrêté royal du 23 décembre 1904. Idem.
{ Mont-Saint-Amand	»	542 88	»	62 12	
{ Gentbrugge	»	568 71	»	53 84	
Grammont	1,325 20	1,693 65	53 »	109 83	
Renaix	»	1,062 53	»	69 80	A l'activité par arrêté royal du 23 décembre 1904.
Saint-Nicolas	2,007 83	2,419 18	»	100 »	
Termonde	1,206 75	1,561 30	»	12 »	
Lokeren	»	2,496 44	»	»	A l'activité par arrêté royal du 23 décembre 1904.
Wetteren	913 19	1,728 83	13 »	21 »	
Alost	1,691 22	4,557 18	»	»	
Eecloo	864 73	1,706 75	»	»	
(G.) { Ath	1,165 »	2,797 08	4 »	2 »	A l'activité le 23 décembre 1904.
{ Lessines	»	1,753 07	»	»	
{ Charleroi	4,953 80	8,668 20	»	2,322 23	
(G.) { Marcinelle	2,381 40	3,449 04	»	664 05	(1) D'après le budget de 1907, le compte n'étant pas rendu.
{ Tournai	»	»	425 60	692 55	
{ Châtelet	2,115 54	2,497 20	69 35	241 20	
(G.) { Châtelineau	2,418 61	2,057 80		292 70	
Courcelles	4,105 11	2,762 70	2 »	392 65	
Jumet	2,798 51	5,183 34	»	809 83	
(G.) { Dampremy	(1) »	1,978 59	»	189 05	(1) N'a été de fait en activité qu'en 1899. Idem.
{ Roux	»	1,931 15	»	37 72	
{ Lodelinsart	»	»	»	»	
Gilly	2,387 74	3,187 77	»	403 61	A l'activité le 21 juin 1899.
{ La Louvière	2,653 »	3,895 81	»	1,211 65	
{ Haine-Saint-Pierre	»	1,087 87	»	366 »	
(G.) { Haint-Saint-Paul	»	728 31	»	84 95	Appelée à l'activité le 23 décembre 1904. Idem.
{ Houdeng-Aimeries	»	979 71	»	204 95	
{ Houdeng-Goegnies	»	831 79	»	71 »	
{ Marchienne-au-Pont	1,803 20	3,435 34	266 »	860 »	N'a été de fait en activité qu'en 1899. A l'activité le 25 décembre 1904.
(G.) { Monceau-sur-Sambre	»	1,717 68	»		
{ Mont-sur-Marchienne	»	572 55	»		
(G.) { Montigny-sur-Sambre	2,170 12	3,995 01	»	916 75	A l'activité le 23 décembre 1904.
{ Couillet	»	1,025 75	»	»	

COMMUNES.	Allocations communales		Amendes perçues au profit de la commune		Observations.
	pour 1897.	pour 1907.	en 1897	en 1907.	
(G.) Mons	9,673 56	9,765 90			
(G.) Jemappes	»	675 »	349 »	1,104 60	A l'activité le 23 décembre 1904.
Soignies	»	1,491 »			
Mortanwelz	1,882 63	4,574 »	85 »		Fr. 103 avant le groupement.
Chapelle-lez-Herlain..	(1) 386 43	890 53	+ 4 »		(1) Il existait alors un corps de chasseurs, appelé à l'activité le 23 décembre 1904.
(G.) Trazegnies.	»	1,462 »	»	1,228 95	Appelé à l'activité le 23 décembre 1904.
Carnières	»	3,014 »	»		A l'activité le 9 février 1907.
La Hestre	»	2,036 »	»		Idem.
Gosselies	(1) 528 31	3,108 18	»	167 »	(1) Il n'existait alors qu'un corps de chasseurs à l'activité le 21 juin 1899.
Binche	»	2,839 84	»	70 »	A l'activité le 23 déc. 1904.
(G.) Boussu	»	1,008 92	»	23 26	Idem.
Dour	»	1,086 13	»	24 74	Idem.
(G.) Liège	27,901 87	36,744 76	1 875 30	5,135 80	
Bressoux	»	457 95	»	Néant.	A l'activité le 23 déc. 1904.
Grivegnée	»	484 83	»	Néant.	Idem.
Herstal	»	699 82	»	Néant.	Idem.
(G.) Verviers	7,819 12	7,977 90	816 05	653 99	
Beusy	»	137 40	»	12 02	Idem.
Hodimont	»	145 22	»	12 60	Idem.
Dison	»	403 18	»	42 29	Idem.
Huy.	2,492 »	3,140 »	173 85	193 80	
(G.) Seraing	»	5,037 40	»	32 41	
Jemeppe	»	3,391 85	»	Néant.	A l'activité le 23 déc. 1904.
Ougrée.	»	2,031 22	»	11 81	Idem.
Tilleur.	»	690 63	»	Néant.	Idem.
Hasselt.	684 46	1,915 »	»	144 40	
Saint-Trond	»	1,755 »	»	100 70	A l'activité par arrêté royal du 7 décembre 1897.
Arlon	1,807 70	2,060 51	258 40	386 65	
Dinant	820 »	1,484 75	20 90	182 40	
(G.) Namur	5,500 »	7,444 »	174 80	1,529 93	
Saint-Servais	»	739 »	»	152 55	A l'activité par arrêté royal du 7 décembre 1897.
Jambes.	»	438 »	»	94 97	Idem.

SERVICES DU DÉPARTEMENT DE L'AGRICULTURE.

I. — Considérations générales.

On a souvent énuméré dans ces rapports annuels les avantages que l'agriculture avait retirés de la création de ce Département.

Par les recherches scientifiques de ses laboratoires, par le développement de la science agronomique dans son Institut supérieur, par la diffusion des notions d'agronomie que ses écoles moyennes, les cours publics organisés par lui, les conférences, les consultations de ses agronomes ont réalisée, le Département de l'Agriculture a aidé les producteurs agricoles à mettre à profit les découvertes les plus récentes, à intensifier leurs cultures, à les approprier aux qualités de la terre et aux besoins du pays. Les résultats de ces efforts sont connus. Au point de vue de l'utilisation de la terre, notre pays n'a rien à envier à aucun autre.

En prenant de sages mesures sanitaires à la frontière et dans l'intérieur du pays, en indemnisant les propriétaires des bêtes abattues pour cause de maladies infectieuses, en accordant de larges subsides aux mutualités d'assurance et de réassurance contre les pertes de bestiaux et de chevaux, en récompensant les efforts des éleveurs, ce Département a contribué à améliorer les races de nos chevaux et de nos bestiaux. Il a sa part dans les victoires remportées par nos agriculteurs sur la plupart des marchés du monde.

Il a encouragé le groupement des cultivateurs, provoquant l'expression de leurs désirs par la création de conseils spéciaux, les aidant à réaliser leurs vœux en subsidiant leurs associations; ce qui a incontestablement contribué à abaisser les frais généraux de l'industrie agricole.

Enfin, en améliorant la voirie d'intérêt agricole, il a grandement facilité la circulation des matières premières et des produits. A ce point de vue, toutefois, il reste encore beaucoup de progrès à réaliser; les critiques formulées dans les sections le prouvent.

L'augmentation continue du rendement de toutes les cultures, l'accroissement annuel du cheptel vivant d'une part, l'utilisation sans cesse plus considérable des engrais complémentaires d'autre part, sont une preuve éclatante des progrès de l'agriculture. Le tableau suivant que l'on peut trouver à la page viii du Rapport de 1906 sur *la situation de l'enseignement agricole* est très suggestif à cet égard. Nous l'avons complété par les chiffres repris aux recensements agricoles de 1905, 1906 et 1907.

CULTURES.	Par hectare. — Moyennes des années 1870-1889.	Par hectare. — Moyennes des années 1886-1893.	Par hectare. — Moyennes des années 1900-1904.	Augmentation propor- tionnelle pour la pé- riode 1900-1904 par rapport à la période 1871-1889.	Par hectare. — Année 1905.	Par hectare. — Année 1906.	Par hectare. — Année 1907.
Froment	Kilogr. 1,529	Kilogr. 1,847	Kilogr. 2,317	52 o/o	Kilogr. 2,072	Kilogr. 2,351	Kilogr. 2,713
Seigle	1,422	1,706	2,137	50 o/o	2,031	2,065	2,297
Avoine	1,614	1,789	2,362	46 o/o	2,066	2,513	2,684
Betteraves fouragères.	32,284	40,821	53,337	65 o/o	60,603	55,711	52,733
Pommes de terre . .	12,235	11,174	16,889	38 o/o	10,655	16,653	16,614

Les quantités d'engrais employées par hectare ont été :

	1895	1904	1905	1906	1907
Scories de déphosphoration	22 kilogr.	51 kilogr.	53 kilogr.	55 kilogr.	58 kilogr.
Superphosphate de chaux	28 —	63 —	70 —	68 —	67 —
Kaïnite	2 —	13 —	16 —	17 —	17 —
Nitrate de soude	28 —	45 —	47 —	45 —	45 —

En même temps, le cheptel vivant s'est accru :

ESPÈCES.	1880	1895	1904	1905	1906	1907
Chevaux agricoles	»	216,199	245,781	245,212	244,893	249,831
Bêtes à cornes	1,382,815	1,420,978	1,782,290	1,788,328	1,779,678	1,812,689
Porcs	646,375	1,163,133	1,154,721	1,046,512	1,148,083	1,279,462

La valeur des achats de semences de machines et d'engrais faits par les syndicats pour leurs membres s'est élevé à :

1895	1904	1905	1906	1907
5,127,747 francs.	22,379,944 francs.	23,282,892 francs	23,149,119 francs.	23,601,641 francs.

Les laiteries coopératives ont vendu pour :

1895	1904	1905	1906	1907
3,236,939 francs	30,743,851 francs.	31,373,415 francs	30,954,150 francs.	35,510,153 francs.

Mais à côté des chefs de culture qui ont à se féliciter de l'action de ce département, se confondant parfois avec eux, leurs auxiliaires indispensables en tout cas, on ne doit pas oublier les salariés de la campagne. Lorsqu'ils cultivent pour eux-mêmes un lopin de terre — et le cas est fréquent —, ils bénéficient directement de toutes les mesures prises en faveur de la production agricole.

Il est indispensable néanmoins que le Département de l'Agriculture les entoure d'une sollicitude spéciale, d'abord étant moins riches, partant plus faibles, ils ont besoin plus que les autres de l'appui des pouvoirs publics, ensuite, si l'on veut que le sol continue à être cultivé, il faut retenir à la campagne ces indispensables auxiliaires de la culture.

Le problème de l'exode rural et du retour aux champs a préoccupé tous les économistes et occupé tous les congrès et associations agricoles.

Les causes du mal sont connues. Les villes, les centres industriels attirent le travailleur des champs par l'appât des gros salaires, par la continuité de la production industrielle qui paie les bras en hiver aussi bien qu'en été. Ils les attirent par une meilleure organisation de certains services publics : l'assistance médicale, la bienfaisance. Ils les attirent aussi par leurs plaisirs, leurs cafés, leurs théâtres et leurs bals.

Les remèdes, s'ils sont connus, ne peuvent pas toujours être appliqués. Il en est deux cependant qui sont partout préconisés : c'est la diffusion de la petite propriété et l'extension au travailleur agricole des lois portées en faveur de l'ouvrier industriel, quand ces lois lui sont applicables.

Le législateur est entré dans cette voie. Certaines lois ouvrières — comme la loi relative aux pensions de vieillesse — profitent même plus aux travailleurs agricoles qu'aux autres, le coût de la vie étant moindre à la campagne et la durée de la vie y étant plus longue.

La loi relative à la réparation des accidents du travail n'a été étendue qu'à une partie des ouvriers des champs.

La Section centrale, désireuse de savoir dans quelle proportion ceux-ci ont bénéficié de ces dispositions légales, a posé au Gouvernement les deux questions suivantes :

Question.

« La Section désirerait savoir quel est le nombre d'ouvriers agricoles assurés, dans chaque province, contre les accidents du travail, en exécution de la loi du 24 décembre 1903. »

Réponse.

« Mon Département ne possède pas ce renseignement : l'exécution de la loi du 24 décembre 1903 sur les accidents du travail n'est pas comprise dans ses attributions. »

Question.

« La Section désirerait savoir ce qui a été réalisé par le Département de l'Agriculture, en vue de faire connaître aux agriculteurs les mesures destinées à prévenir les accidents du travail. »

Réponse.

« A la demande de la Société *Onderlinge Belgische Boerenverzekering*, mon Département a réuni le texte des prescriptions édictées par six unions agricoles et forestières de l'Allemagne en vue de prévenir les accidents du travail. Ces documents ont été communiqués à son directeur. Aussitôt que je serai en possession de la copie du rapport que j'ai prié celui-ci de me fournir, j'examinerai comment et dans quelle mesure il y aura lieu, pour mon Département, de collaborer à la vulgarisation des moyens de prévenir les accidents du travail en agriculture. »

En posant ces deux questions, la Section centrale n'ignorait pas que l'application de la loi relative aux accidents du travail ressortit au Département de l'Industrie et du Travail, mais elle ne croyait pas que le Département de l'Agriculture se désintéressât de la partie de cette loi qui s'applique aux ouvriers agricoles.

Au cours des longues discussions auxquelles la loi de 1903 a donné lieu, il a été dit que si elle ne donnait pas de résultats suffisants pour l'agriculture, on proposerait une loi spéciale relative à la réparation des accidents du travail agricole.

Comment le Département de l'Agriculture pourrait-il savoir si la loi de 1903 est suffisante, puisqu'il en ignore les résultats?

Il y a lieu de féliciter la Société *Onderlinge Belgische Boerenverzekering* de son initiative mais on peut regretter que ce ne soit pas le Département de l'Agriculture qui l'ait prise. Souhaitons que le rapport demandé au directeur de cette société fournisse à l'Administration d'utiles suggestions.

II. — Discussion des articles.

CHAPITRES III ET IV.

AGRICULTURE ET OFFICE RURAL.

ARTICLES 14 ET 19.

Le crédit alloué pour subsides aux associations agricoles s'élevait, en 1908, à 376,000 francs. Il n'est plus demandé que 294,000 francs en 1909. La Section prend acte de ce que, d'après la note préliminaire,

« cette diminution résulte du transfert, à l'article 19, des sommes nécessaires :

- » 1° Aux subsides et encouragements à des sociétés horticoles ;
- » 2° Aux encouragements pour les publications horticoles ;
- » 3° Aux frais de missions et de commissions spéciales dans l'intérêt de l'horticulture ;
- » 4° Aux frais de participation de la Belgique à l'Institut international d'Agriculture de Rome. »

L'article 19 prévoit, en effet, pour ces différents objets, un ensemble de crédits s'élevant à 93,000 francs.

La majorité de la Section centrale ne peut qu'applaudir à la spécialisation des crédits, à la condition, bien entendu, que les subsides alloués aux associations agricoles proprement dites n'en soient pas diminués.

Le rapport fait l'an dernier au nom de la Section centrale par l'honorable M. Raemdonck, contenait un exposé très intéressant et très complet du développement que l'horticulture a pris dans notre pays, ainsi que des vœux exprimés par les horticulteurs. Le Gouvernement a voulu prouver sa sollicitude pour cette partie de l'agriculture nationale et l'importance qu'il attachait à ses progrès en créant un Conseil supérieur de l'horticulture qui a pour mission de donner son avis sur toutes les questions intéressant cette culture. On sait les services que les différents Conseils supérieurs institués depuis quelques années, ont rendus aux intérêts qu'ils sont chargés de mettre en lumière et de défendre. Ils ont dressé les « cahiers » des intéressés et aidé le Gouvernement et le législateur à prendre des mesures efficaces.

La Section centrale est heureuse de constater que le Gouvernement a tenu compte des observations qui avaient été présentées l'an dernier.

ARTICLE 14.

Institut agricole de Gembloux.

En 1910, notre École supérieure d'agronomie fêtera le cinquantième anniversaire de sa naissance. Nous trouvons, dans une intéressante étude de M. Raquet, professeur d'hygiène et de zootechnie, des chiffres qui constituent une partie de l'histoire de cet Institut.

« De 1861 à 1908, les cours de l'Institut de Gembloux ont été suivis par 1,740 étudiants, soit 1,115 Belges et 625 étrangers. Ces étrangers se répartissent comme suit sous le rapport de leur pays d'origine : Pologne 88, Espagne 53, Italie 43, France 42, île de Cuba 59, Roumanie 31, Turquie 29, Brésil 29, Grèce 27, Russie 25, Autriche-Hongrie 21, Hollande 20, Bulgarie 14, République Argentine 14, Chili 13, Suisse 11, grand-duché de Luxembourg 10, île de la Trinité 9, Angleterre 7, Portugal 7, Serbie 6, Uruguay 5, Java 5, Porto-Rico 5, Pérou 4, Costa-Rica 4, Guatemala 4, Asie Mineure 3, Égypte 3, Suède 3, Mexique 3,

République de l'Equateur 3, îles Açores 2, Turkestan 2, Norvège 2, Chine 1, Finlande 1, Danemark 1, Nouvelle-Grenade 1, Sibérie 1, Arménie 1, îles Canaries 1, San-Salvador 1, île d'Elbe 1, Sumatra 1, Bornéo 1, Syrie 1, Bessarabie 1, Nicaragua 1, Sardaigne 1, Liban 1, île Saint-Thomas 1.

» Comme on le voit par cette longue énumération, l'Institut de Gembloux a reçu des élèves de toutes les régions du globe et ces chiffres permettent d'affirmer que sa renommée est vraiment mondiale. Au surplus, la proportion des élèves étrangers s'élève sans cesse et, cette année, comme l'année dernière déjà, elle dépasse celle des Belges. En octobre 1908, il a admis 84 élèves nouveaux dont 28 *belges* et 56 *étrangers*. Sur un total de 156 élèves que comptent les trois années d'études obligatoires pour l'obtention du diplôme d'ingénieur agricole, il y a 93 *étrangers* et 63 *belges*.

» Pendant la période considérée plus haut, l'Institut de Gembloux a délivré 640 diplômes d'ingénieur agricole, soit 472 à des Belges et 168 à des étrangers. Ces diplômés se groupent comme suit sous le rapport des situations qu'ils occupent :

» Propriétaires, fermiers ou régisseurs de propriétés	188
» Industries agricoles et non agricoles, commerce	184
» Stations agronomiques et laboratoires agricoles	26
» Enseignement et sylviculture	106
» Divers et décédés	136

» D'autre part, 64 ingénieurs agricoles *belges* diplômés de l'Institut de Gembloux occupent à l'étranger des situations diverses et se trouvent ainsi répartis : France 12, Roumanie 7, Congo 6, Pérou 6, République Argentine 5, Brésil 4, Italie 3, Algérie 3, Canada 3, Porto-Rico 2, Allemagne 1, Suisse 1, Hollande 1, Java 1, Etats-Unis 1, Bolivie 1, Turquie 1, Californie 1, Uruguay 1, Portugal 1 (1). »

Les chiffres relatifs aux situations qu'occupent les diplômés ne concordent pas avec les chiffres que fournissait, au dernier Congrès international de l'enseignement agricole (2) M. Leplae, professeur à l'Institut agronomique de l'Université de Louvain. D'après lui, 5 % seulement des élèves sortis de nos deux grands Instituts agronomiques deviennent de véritables agriculteurs.

Quoi qu'il en soit, que la proportion soit de 29 %, comme le dit M. Raquet, ou de 5 %, comme le dit M. Leplae, elle paraît insuffisante; l'Institut de Gembloux a été créé pour les agriculteurs. L'on a parfois affirmé que si le nombre des praticiens de l'agriculture n'était pas plus

(1) L'Institut agricole de l'État, à Gembloux, article paru dans la revue : *L'expansion belge*, numéro de décembre 1908.

(2) Deuxième Congrès international de l'enseignement agricole. — *Compte rendu*, p. 68.

élevé c'est que le programme était trop chargé. A supposer même qu'il en fût ainsi, ce ne serait pas une raison pour changer le programme et orienter l'École de Gembloux dans une autre voie. Il doit être bien entendu que ce n'est pas dans un Institut supérieur d'agronomie qu'on peut s'initier parfaitement à la pratique agricole. La pratique agricole s'acquiert dans des exploitations rurales où l'étudiant fera son stage soit avant, soit après les études théoriques. Est-ce à dire que les études théoriques, les cours de sciences agronomiques seront inutiles à l'exploitant? Non! outre que dans aucune profession, il n'est inutile de s'élargir l'esprit, ces études approfondies permettront à l'ingénieur agricole de se tenir au courant des nouvelles découvertes de la science, de les passer au critérium de ses connaissances, de faire des essais à bon escient et de répandre ainsi autour de lui les bienfaits des méthodes scientifiques.

Il est à souhaiter que ceux qui se préparent à cultiver pour eux-mêmes ou pour d'autres, de grandes exploitations rurales passent par un Institut supérieur d'agronomie. Ils n'y deviendront pas des praticiens habiles; l'habileté pratique viendra plus tard. Mais ils y élargiront leur esprit, ils y apprendront à suivre le progrès.

En attendant que les agriculteurs soient plus nombreux à le comprendre, l'Institut de Gembloux continuera de former, à côté de quelques exploitants de biens ruraux, des ingénieurs pour les industries agricoles, des agronomes de l'État, des professeurs, voire peut-être des savants.

Ce n'est donc pas à un abaissement du niveau des études qu'il faut tendre, mais au contraire, à un développement de l'enseignement. C'est à cette conclusion qu'arrivait en mai 1905 le Conseil des professeurs de l'Institut dans son rapport sur la situation de l'enseignement.

Après avoir constaté que pendant près de cinquante ans, on avait ajouté sans cesse de nouvelles matières au programme sans augmenter le nombre des années d'études et que l'on en était arrivé ainsi à « imposer aux étudiants un labeur qui dépasse de beaucoup les limites que trace une pédagogie rationnelle », le Conseil des professeurs préconise certaines réformes. Il ne lui paraît pas qu'on puisse songer à renforcer le programme de l'examen d'entrée, déjà suffisant; peut-être y aurait-il lieu néanmoins d'exiger que tous les futurs élèves de l'Institut fissent preuve de certaines connaissances indispensables, par exemple en sciences mathématiques; l'on ne devrait pas se contenter de la production de diplômes étrangers quelconques. Malgré la production d'un diplôme, l'examen d'entrée devrait être imposé en certaines branches, telles que les mathématiques, à tout élève si peu familiarisé soit-il avec la langue française.

Le Conseil demande quatre années d'études obligatoires.

On sait que depuis 1897, les étudiants peuvent faire une quatrième année d'études à l'Institut et se spécialiser pendant cette quatrième année, soit dans la section des eaux et forêts, soit dans la section de chimie et des industries agricoles, soit dans la section d'agronomie et d'enseignement. Mais, en 1905, il y avait un étudiant dans la première section, quatre dans la

deuxième, pas un seul dans la troisième. Le cas de l'année 1905 est, il est vrai, exceptionnel. Il y a actuellement 5 ou 6 élèves dans la section des eaux et forêts, 4 ou 5 dans la section des industries agricoles, très rares sont les élèves qui s'inscrivent dans la section d'agronomie et d'enseignement dont le programme manque d'unité et qui n'a pas d'orientation précise. Il n'en est pas moins certain que le diplôme d'ingénieur agricole étant conquis après la troisième année d'études, très peu d'étudiants se laissent tenter par une quatrième année.

Le Conseil des professeurs préconise donc : trois années de préparation générale commune, une année de spécialisation dans une des deux directions suivantes :

- a) Agronomie et sylviculture, qui aboutirait au diplôme d'ingénieur agricole et forestier ;
- b) Chimie et industries agricoles, qui aboutirait au diplôme d'ingénieur des industries agricoles.

On pourrait peut-être s'étonner de cette solution en comparant l'Institut de Gembloux à l'Institut national agronomique de Paris, qui ne comporte que deux années d'études obligatoires. Mais à Paris le « grand nombre de candidats qui se présentent chaque année à l'Institut agronomique (250 à 300) pour le petit nombre de places disponibles subordonne l'entrée à l'école à un concours relativement difficile ⁽¹⁾ ». Cette situation a permis de supprimer des matières que l'on enseigne à Gembloux. En outre, pour être capables de remplir des emplois auprès des particuliers ou de l'Etat, les élèves de l'Institut agronomique de Paris doivent passer après les deux années, par des écoles d'application ou faire à l'Institut une troisième année d'études. D'après des renseignements que nous croyons sûrs, on songe même à rendre cette troisième année obligatoire.

Le programme de l'Institut de Gembloux ne serait donc pas plus chargé. Mais réparti sur quatre années, il permettrait de donner un enseignement par l'observation, un enseignement intuitif que les professeurs de tous les pays sont unanimes à préconiser ⁽²⁾. Il permettrait aussi la spécialisation indispensable aujourd'hui.

Cette transformation du programme, ce perfectionnement des études rendraient-ils nécessaire, comme certains le disent, une distinction entre la direction de l'enseignement et l'administration matérielle de l'Institut? Nous signalons la question sans vouloir la trancher.

A côté de l'amélioration de l'enseignement, il faut mettre l'amélioration du matériel destiné à compléter le premier.

En 1905, une transformation complète des installations matérielles

(1) Deuxième Congrès international de l'enseignement agricole. I. Rapport de MM. Regnard et Wéry : *L'Institut agronomique de Paris*.

(2) Voir l'intéressant échange de vues qui a eu lieu au Congrès de l'enseignement agricole, ainsi que le vœu qui a clôturé cet échange de vues. *Volume cité*.

conçue d'après un plan d'ensemble a été proposée aux Chambres, qui ont voté les premiers crédits. « De vastes laboratoires de chimie, de physiologie végétale et de microscopie, une station d'essai des machines agricoles, une station laitière ont été édifiés ⁽¹⁾. »

Il reste encore certaines améliorations à réaliser. Des rapports adressés au Département de l'Agriculture les lui ont indiquées.

Nous ne pouvons nous abstenir de signaler qu'il y aurait lieu de préciser le rôle que doit remplir la ferme annexée à l'Institut. Tous les professeurs et directeurs d'instituts agricoles semblent d'accord qu'il faut à un institut supérieur d'agriculture au moins deux exploitations distinctes. La première serait l'exploitation expérimentale, servant aux démonstrations et qui ne devrait pas nécessairement réaliser des bénéfices. Elle serait le complément de l'enseignement scientifique et contribuerait à le faire saisir et retenir. La seconde exploitation qui contribuerait d'exemple aux élèves serait une ferme ordinaire à la direction de laquelle il faudrait mettre un bon chef de culture. Jusqu'ici la ferme de l'Institut a été pour partie, ferme expérimentale, pour partie, ferme modèle. Cette double destination n'en a peut-être pas fait un modèle de ferme.

Lorsque ces améliorations auront été réalisées — et elles peuvent l'être au cours de cette année, — l'Institut aura le droit de montrer avec quelque fierté ses installations aux Belges et aux étrangers que l'on ne peut manquer d'inviter à Gembloux pour fêter le cinquantenaire de la fondation.

CHAPITRE VII.

SERVICE DE SANTÉ ET DE L'HYGIÈNE.

Un membre a exposé les difficultés d'alimenter en eau potable un grand nombre de communes belges. Trois systèmes ont été préconisés. Le captage des sources d'eau pure ne suffit pas à fournir de l'eau à toutes les communes qui en ont besoin. L'Intercommunale en a déjà capté beaucoup; elle ne parvient à alimenter que l'agglomération bruxelloise et un nombre limité de communes.

Le captage et l'épuration de l'eau des fleuves offrent des dangers au point de vue hygiénique.

Reste le forage de puits dans la région de la Campine. Les expériences de MM. Putzeys et Rutot laissent espérer qu'il existe dans la région de Moll une nappe souterraine suffisante pour alimenter la Basse-Belgique et la Campine. Mais avant de se prononcer il faut attendre de nouvelles expériences et acquérir la certitude de pouvoir déferriser les eaux de manière à les rendre propres à la consommation.

La distribution d'eau potable étant un service d'utilité générale au pre-

(1) RAQUET, *article cité*.

mier chef, le Gouvernement s'en est occupé. La section a donc désiré connaître ses intentions à cet égard; elle lui a posé la question suivante :

Question.

La section demande au Gouvernement où en sont les études faites en vue de constituer un organisme central chargé d'assurer aux communes une distribution d'eau potable.

Réponse.

Les études, bien que très avancées, n'en sont pas encore arrivées à un point tel que le Gouvernement puisse faire une déclaration sur cette question.

*
* *

Un membre a demandé à la Section centrale de poser la question suivante.

Question.

« La Section demande au Gouvernement où en sont les travaux de la Commission extra-parlementaire chargée de reviser la loi sur la vente des animaux destinés à l'alimentation publique. »

Réponse.

La Commission a tenu plusieurs séances, mais n'a pas, jusqu'ici formulé des conclusions. »

*
* *

Le projet de Budget a été adopté :

En 1 ^{re} section par	7	voix contre	6	et 2 abstentions.
En 4 ^e	—	13	—	3
En 5 ^e	—	11	—	6
En 6 ^e	—	11	—	1 et 7 abstentions

Il a été rejeté :

En 2 ^e section par	13	voix contre	9.
En 3 ^e	—	13	— 11.

La Section centrale a l'honneur de vous en proposer l'adoption, par quatre voix contre deux.

Le Rapporteur,

A. MÉLOT.

Le Président,

E. NERINCX.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 5 FEBRUARI 1909.

Begrooting van het Ministerie van Binnenlandsche Zaken en Landbouw
voor het dienstjaar 1909 ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN HEER MÉLOT.

MIJNE HEEREN,

In 1907 werden de diensten van het Openbaar Onderwijs gescheiden van die van Binnenlandsche Zaken; anderdeels werd het Bestuur der Schoone Kunsten onttrokken aan het Ministerie van Landbouw. Het was bijgevolg natuurlijk, twee besturen, die minder belangrijk waren geworden, te samen smelten tot een enkel ministerieel Departement. Dit geschiedde toen het Ministerie van Koloniën tot stand kwam.

Gewone uitgaven.

De kredieten, door het ontwerp van Begrooting aangevraagd voor de afdeeling Binnenlandsche Zaken, bedragen	fr. 4,475,494 »
In 1908 beliepen zij	4,741,271 »

Hetzij eene vermindering van	fr. 265,777 »
--	---------------

De kredieten, aangevraagd voor de afdeeling Landbouw, belooopen	fr. 12,407,453 »
In 1908 bedroegen de toegekende kredieten	12,422,328 »

Hetzij eene vermindering van	fr. 14,875 »
--	--------------

(1) Begrooting, n^o 4, VI.

(2) De Middenafdeeling was samengesteld uit de heeren NERINCX, voorzitter, BUISSET, FERON, DELBASTÉE, POLET, VISART DE BOCARMÉ en MÉLOT.

Uitzonderlijke uitgaven.

De kredieten, door het ontwerp van Begrooting aangevraagd voor de afdeeling Binnenlandsche Zaken, bedragen fr.	44,550	»
In 1908 beliepen zij	205,000	»

Er is dus eene vermindering van. fr. 160,450 »

De kredieten, aangevraagd voor de afdeeling Landbouw, bedragen fr.	185,000	»
De in 1908 toegekende kredieten beliepen	169,000	»

Er is bijgevolg eene verhooging van. fr. 16,000 »

Amendementen.

Sedert het ontwerp van Begrooting werd overgelegd, werden door de Regeering eenige amendementen ingediend. Het geldt overdrachten, die noodig waren ten gevolge van de overbrenging der diensten uit het eene Ministerie naar het andere. In de nota, die deze amendementen begeleidt, wordt het doel daarvan verklaard :

Brussel, 17 December 1908.

*Den Heere Voorzitter van de Kamer der Volksvertegenwoordigers,
te Brussel,*

MIJNHEER DE VOORZITTER,

Ik heb de eer U over te maken eene nota betreffende verscheidene amendementen op het ontwerp van Begrooting van het Ministerie van Binnenlandsche Zaken en Landbouw voor het dienstjaar 1909.

Ten gevolge van die amendementen, bedraagt gemeld ontwerp van Begrooting :

1^o TABEL A.

1 ^{ste} sectie. — Gewone uitgaven . fr.	4,471,994	»
2 ^o sectie. — Uitzonderlijke uitgaven	44,550	»

TE ZAMEN. fr. 4,516,544 »

2^o TABEL B.

1 ^{ste} sectie. — Gewone uitgaven . fr.	12,366,183	»
2 ^e sectie. — Uitzonderlijke uitgaven	185,000	»

TE ZAMEN. fr. 12,551,183 »

GEHEEL BEDRAG. fr. 17,067,727 »

Aanvaard, Mijnheer de Voorzitter, de verzekering mijner hoogachting.

De Minister van Financiën,

JUL. LIEBAERT.

NOTA.

Bij de oprichting van het Ministerie van Wetenschappen en Kunsten (Koninklijk besluit van 2 Mei 1907), nam het Hoofdbestuur van dat Departement zijnen intrek in de gebouwen van het oud-ministerie van Binnenlandsche Zaken en Openbaar Onderwijs, zoodat de Begrooting van Binnenlandsche Zaken bezwaard bleef met de kosten van verlichting en verwarming der bureelen van gezegd Bestuur. (*Parlem. St.* n° 168, Kamer der Volksvertegenwoordigers. zittingsjaar 1906-1907.)

Het Departement van Landbouw nu vereenigd zijnde met dit van Binnenlandsche Zaken, werden de diensten van beide Departementen overgebracht naar de hierboven bedoelde lokalen. Met dat doel had eene ruiling van lokalen plaats tusschen het Hoofdbestuur van het Ministerie van Wetenschappen en Kunsten en dit van het voormalige Landbouw-Departement.

Daarom is het noodig, zekere voor het dienstjaar 1909 voorgestelde kredieten eenvoudig over te brengen van eene Begrooting naar eene andere. Deze wijzigingen zijn, wat betreft het ontwerp van Begrooting voor het Ministerie van Binnenlandsche Zaken en Landbouw, de volgende :

TABLEAU A.	TABEL A.
Services du Département de l'Intérieur.	Diensten van het Departement van Binnenlandsche Zaken.
Première section. — Dépenses ordinaires.	Eerste sectie. — Gewone uitgaven.
CHAPITRE 1 ^{er} .	HOOFDSTUK 1.
ADMINISTRATION CENTRALE.	HOOFDBESTUUR.
ART. 3. — <i>Fournitures de bureau, impressions, achats et réparations de meubles, éclairage, chauffage, menues dépenses. Frais du BULLETIN DU MINISTÈRE</i> fr. 58,625 »	ART. 3. — <i>Kantoorgerief, drukwerk, aankoop en herstelling van meubelen, licht, vuur, kleine uitgaven. Kosten van het BULLETIN DU MINISTÈRE.</i> fr. 58,625 »

Vermindering : 3,800 frank.

TABLEAU B.

Services du Département de l'Agriculture.

Première section. — Dépenses ordinaires.CHAPITRE 1^{er}.

ADMINISTRATION CENTRALE.

ART. 1^{er}. — *Traitements d'activité et de disponibilité des fonctionnaires, employés et gens de service*
fr. 273,298 »

Vermindering : 8,770 frank.

ART. 2. — *Fournitures de bureau, impressions, achat et réparations de meubles, menues dépenses*
fr. 19,500 »

Vermindering van 32,500 frank en weglating, uit het opschrift, van de woorden : « Kosten van verwarming en verlichting ».

TABEL B.

Diensten van het Departement van Landbouw.

Eerste sectie. — Gewone uitgaven.

HOOFDSTUK I.

HOOFDBESTUUR.

ART. 1. — *Jaarwedden van de in werkelijken dienst en in beschikbaarheid zijnde ambtenaren, beambten en bedienden*. fr. 273,298 »

ART. 2. — *Kantoorgerief, drukwerk, aankoop en herstelling van meubels, kleine uitgaven*. . . . fr. 19,500 »

Brussel, 13 Januari 1909.

*Den Heere Voorzitter van de Kamer der Volksvertegenwoordigers,
te Brussel,*

MIJNHEER DE VOORZITTER,

Ik heb de eer U over te maken eene nota betreffende een nieuw amendement op het ontwerp van Begrooting van het Ministerie van Binnenlandsche Zaken en Landbouw voor het dienstjaar 1909.

Ten gevolge van dit amendement bedraagt gemeld ontwerp van Begrooting :

1^o TABEL A :

1^{ste} sectie. — Gewone uitgaven fr. 4,471,994 »
2^o sectie. — Uitzonderlijke uitgaven 44,550 »

TE ZAMEN. fr. 4,516,544 »

OVERGEDRAGEN. fr. 4,516,544 »

2^e TABEL B :

1^{ste} sectie. — Gewone uitgaven. fr. 12,358,183 »

2^e sectie. — Uitzonderlijke uitgaven 185,000 »

TE ZAMEN. fr. 12,543,183 »

GEHEEL BEDRAG. fr. 17,059,727 »

Aanvaard, Mijnheer de Voorzitter, de verzekering mijner hoogachting.

De Minister van Financiën,

JUL. LIEBAERT.

NOTA.

TABEAU B.

Services du Département de l'Agriculture.

Première section. — Dépenses ordinaires.

CHAPITRE 1^{er}.

ADMINISTRATION CENTRALE.

ART. 1^{er}. — *Traitements d'activité et de disponibilité des fonctionnaires, employés et gens de service.* fr. 265,298 »

TABEL B.

Diensten van het Departement van Landbouw.

Eerste sectie. — Gewone uitgaven.

HOOFDSTUK I.

HOOFDBESTUUR.

ART. 1. — *Jaarwedden van de in werkelijken dienst en in beschikbaarheid zijnde ambtenaren, beambten en bedienden.* fr. 265,298 »

Bij amendement werd dit krediet verminderd tot 273,298 frank.

Het moet nogmaals worden verminderd tot een bedrag van 8,000 frank, zijnde de jaarwedde van een hoogen ambtenaar die is overgegaan van het Departement van Binnenlandsche Zaken en Landbouw in dit van Wetenschappen en Kunsten.

*
* * *

De inleidende nota bij het ontwerp van Begrooting geeft voor elken post alle noodige inlichtingen over verhooging of vermindering van kredieten; deze veranderingen gaven in de afdeelingen noch in de Middenafdeeling aanleiding tot aanmerkingen. Laatstgemelde kan er zich dus bij bepalen te doen uitkomen dat uit de wijze, waarop de Begrooting wordt opgemaakt, eene loffelijke bezorgdheid blijkt om de uitgaven te verminderen.

Wij meenen gevolg te geven aan den wensch, in verscheidene afdeelingen uitgedrukt, door dit verslag te splitsen in twee deelen : het eerste zal handelen over de Binnenlandsche Zaken, het andere over den Landbouw.

DIENSTEN VAN HET DEPARTEMENT VAN BINNENLANDSCHE ZAKEN.

I. — Algemeene beschouwingen.

Het vraagstuk der benoeming van socialistische burgemeesters werd andermaal opgeworpen door verscheidene leden.

† Is geen nieuw vraagstuk.

Reeds in 1896 werd het ter Kamer behandeld.

De heer Schollaert, alstoen Minister van Binnenlandsche Zaken, had uiteengezet de zending der burgemeesters en den plicht der Regeering om te onderzoeken of de voorgedragen kandidaten beantwoorden aan de vereischen om dergelijk ambt te bekleeden. Dergelijke hoedanigheden kon hij niet ontwaren bij socialistische raadsleden, zoolang dezen hem niet op bevredigende wijze uitlegden wat zij verstaan door getrouwheid aan den eed. Hij wees op den raad, dienaangaande den socialistische verkozenen gegeven door *Le Peuple*, onder handteekening van den heer L. De Fuisseaux. *Le Peuple* was van oordeel dat de eed, opgelegd op straf van ongeldigheid der verkiezing, niet verbindend is voor het geweten van hen die hem alleggen; dat hij moet afgelegd worden zonder voorbehoud, doch zonder aan die formaliteit meer belang te hechten dan zij in zich sluit.

Met 53 stemmen tegen 23 vereenigde de Kamer zich met de stelling van den Minister van Binnenlandsche Zaken ⁽¹⁾.

Sedert werd de zaak herhaaldelijk in de Kamer behandeld en telkens hechte de meerderheid haar zegel aan de politiek der Regeering.

In de Middenafdeeling deed een lid opmerken dat dit artikel van *Le Peuple* al heel oud was; sedert het verscheen, traden socialistische raadsleden op als dienstdoende burgemeesters; zij kwamen nooit te kort aan hunnen plicht, aan hunnen eed. Men kan socialistische raadsleden evenmin als andere Belgische burgers een politiek ideaal ontzeggen, dat niet volkomen strookt met het stelsel ingevoerd door de Grondwet en de

(1) Vergaderingen van 5 en 6 Februari 1896.

wetten. Alles wat van hen kan geëischt worden, is dat zij niet trachten hun ideaal anders dan op wettelijke wijze te verwezenlijken. Ten slotte, stelde dit lid voor, aan de Regeering te vragen of zij niet vanzins was, hare politiek in zake van burgemeestersbenoemingen te wijzigen.

De Middenafdeeling weigerde deze vraag te stellen, omdat zij zou uitgelegd worden als afkeuring van eene politiek die de Afdeeling niet te laken heeft.

De Koning benoemt de burgemeesters. De uitvoerende macht heeft dus tot taak, een onderzoek in te stellen bij elke benoeming; onder hare verantwoordelijkheid doet zij elke benoeming; 't is dus te begrijpen dat in een land, waar de zending des burgemeesters zoo gewichtig, zijn politie-recht zoo uitgebreid is, de Regeering aarzelt dit ambt toe te vertrouwen aan verkozenen die zich beroepen op eene partij waarvan het sociaal programma steunt op klassenstrijd en collectivisme, terwijl haar politiek programma heet: instelling van de Republiek. Des te meer daar die partij nooit terugdeinsde voor gewelddadige middelen.

't Is te denken, dat de verkozenen van die partij nooit den wil, de krachtadigheid zullen hebben om bij elke gelegenheid een mandaat te vervullen, hetwelk vooral beoogt eerbied voor de wet, handhaving der orde.

Dit vermoeden kan wijken voor het bewijs van het tegendeel.

Is — zooals in de Middenafdeeling werd gezegd — het revolutionnair programma van vele socialistische verkozenen meer theoretisch dan practisch; blijkt het duidelijk dat hunne ontwerpen bij voortduur tot het gebied van een ver verwijlderd ideaal behooren, waarvan de uitdrukking overigens wordt geduld door de Grondwet zelve en dat diegenen, welke het koesteren, niet verhindert in de practijk vrede te hebben met onzen maatschappelijken toestand, ja met de genoegens die hij verschaft, dan zou de Regeering in dergelijke beschouwingen wellicht de noodige waarborgen kunnen vinden en er op rekenen dat die verkozenen ernstig zouden kunnen zorgen voor handhaving der orde en voor eerbied jegens de wetten.

Hoe het ook zij, hier geldt het beslissingen, voorbehouden aan de uitvoerende macht. De Middenafdeeling is onbevoegd om haar hare gedragslijn voor te schrijven.

Om redenen van een anderen aard, weigerde zij ook te beraadslagen over de toepassing van de evenredige vertegenwoordiging op de verkiezingen voor de provinciën en gemeenten. Dienaangaande zijn voorstellen bij de Kamer aanhangig. Aan deze behoort het te bepalen wanneer zij daarover zal beraadslagen.

II. — Behandeling van de artikelen.

HOOFDSTUK II.

PENSIOENEN EN HULPGELDEN.

Aan de Middenafdeeling werd in bedenking gegeven dat het nuttig ware, een pensioen toe te kennen aan de gemeentebeambten alsmede aan de beambten van de besturen die afhangen van het Gemeentebestuur, als daar zijn de Weldadigheidsbureelen.

In vele gemeenten hebben de gemeentebeambten, in geene enkele hebben de beambten van daarvan afhangelde besturen recht op pensioen. Zelfs in de gemeenten die pensioen verstrekken aan hare beambten, werd niet altijd het geval voorzien dat een beambte overgaat van den dienst eener gemeente in dien van eene andere.

Deze toestand levert menig bezwaar op; ook was de Afdeeling van oordeel dat het oprichten van een centraal pensioenfonds dient aanbevolen te worden; tot staving daarvan werd het voorbeeld van Duitschland aangehaald. De Afdeeling acht het onnoodig, de aansluiting bij dit fonds verplichtend te maken; mocht de Regeering de voordeelen daarvan doen uitschijnen, 't zou volstaan om het gebruik algemeen te maken.

Wetende dat de Regeering zich met die zaak onledig houdt, heeft de Afdeeling haar de volgende vraag overgemaakt:

Vraag.

« De Afdeeling verlangt het gevoelen der Regeering te kennen nopens het instellen van een centraal pensioenfonds voor de gemeentebeambten. »

Antwoord.

« De verworven ervaring over het beheer der pensioenfonds, ingesteld onder bescherming van den Staat, verplicht dezen tot voorzichtigheid, wanneer men zich tot hem wendt om nieuwe voorzorgsinstellingen tot stand te brengen.

» Daarom ook gaf de Regeering de voorkeur aan het beginsel van aansluiting bij de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas, toen zij werd verzocht een pensioenfonds op te richten voor gemeentelijke ambtenaren en bedienden, dezer weduwen en weezen.

» Nochtans scheen de eenvoudige aansluiting bij de Lijfrentekas de wenschen der aanvragers niet te verwezenlijken. De statuten van de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas zijn te beperkend; men hadde hare bevoegdheid moeten uitstrekken, zoodanig dat het haar mogelijk zijn zou, een soort van intercommunale verzekeringsinstelling te beheeren, die vooral ten doel zou hebben pensioenen en lijfrenten of tijdelijke renten te verschaffen aan de belanghebbenden.

» Sedert dien tijd werd uitgezien naar het middel om eene zelfstandige instelling tot stand te brengen; de Regeering wacht naar den afloop der studie, door de Spaarkas ondernomen, om tarieven op te maken die toepasselijk zijn op de pensioenen voor overlevende weduwen en op de tijdelijke renten voor weezen. Het opmaken van die tarieven is een aanzienlijk werk; daarbij komt nog eene onontbeerlijk bevonden studie over de sterfte onder de beambten der openbare besturen, hunne vrouwen en kinderen.

» Meer dan eens had de Regeering de gelegenheid om, naar aanleiding dier werken, verklaringen vóór de Kamer af te leggen. Het is niet ongepast diegene in herinnering te brengen welke, ter vergadering van

30 Januari 1908, antwoordden op eene redevoering van den heer Maenhaut. Daaruit blijkt welke bezorgdheid de Regeering steeds aan den dag legt tot het bekomen van een uitslag die, in overeenstemming met de wetenschap en de ondervinding, zou beantwoorden aan het doel dat men wenscht te bereiken.

» Het werd erkend dat men volkomen moest verzaken aan de gedachte om bij de Lijfrentekas te voegen den dienst der pensioenen voor de gemeentebeambten, hunne weduwen en weezen, en dat er reden bestaat om daarvan eene bijzondere inrichting te maken.

» Doch hier doen zich sommige beschouwingen voor, welke zijn samengevat in den onderstaanden omzendbrief van 18 Juli 1908, tot de heeren Gouverneurs der provinciën gericht met verzoek hem aan de provincieraden te onderwerpen ⁽¹⁾.

(1)

« Brussel, 18 Juli 1908.

» *Omsendbrief aan de heeren Gouverneurs der provinciën.*

» Op verzoek van de Regeering, wilde het Beheer der Algemeene Spaar- en Lijfrentekas zich wel belasten met de studie der technische kwestieën betreffende het tot stand brengen van eenen pensioendienst ten bate van de gemeenteambtenaren en gemeentebeambten, hunne weduwen en weezen.

» Het bleek dat de opvatting van deze nieuwe inrichting volstrekt moest afwijken van het model, aangenomen voor de vroeger tot stand gebrachte voorzorgskassen, daar de financiële toestand de meeste ernstige vrees inboezemt.

» Men had vooreerst besloten dat de nieuwe renten, uit te keeren ten bate van de gemeentebedienden, alsook van hunne weduwen en weezen, zouden kunnen gehecht worden aan den dienst der Lijfrentekas, mits sommige wijzigingen in de wet tot instelling van de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas. Doch daarna werd erkend dat het beter zijn zou, eene zelfstandige inrichting tot stand te brengen, met eigen tarieven berekend volgens sterftetabellen, aangepast aan den bijzonderen aard der toekomstige aangeslotenen.

» De Spaarkas moest overgaan tot een lang werk van statistiek tot het bestudeeren van de sterfte onder de agenten der openbare besturen, hunne vrouwen en kinderen.

» De in dat opzicht ondernomen opzoekingen zijn op goeden weg. Men zal dus eerlang kunnen overgaan tot de opmaking der tarieven en, met het vooruitzicht op dat werk, behoort het 't kapitaliseerings-bedrag te bepalen, dat tot die berekening moet worden aangenomen. Dat bedrag hangt af van het inkomen der beleggingen. Van welken aard zullen deze zijn?

» Het zou redelijk schijnen, in de eerste plaats de kapitalen, die zullen samengehoopt zijn door den dienst der gemeentelijke pensioenen, aan te wenden tot het aankopen van titels der leeningen, uit te geven door de provinciën en de gemeenten zelve. De leeningen van dien aard, aangegaan door het toedoen van de Maatschappij voor het Gemeentekrediet, brengen thans eenen interest op, die 3.75 % nabijkomt. Zoo de geldbeleggingen der Pensioenkas haar dat inkomen van 3.75 % verzekeren, dan zou de kapitaliseering moeten geschieden op den voet van 3.25 %; het verschil van 50 % zou het coëfficiënt van zekerheid vormen, dat onvermijdelijk dient te worden voorbehouden om de instelling te vrijwaren tegen de mogelijke schadelijke afwijkingen van de sterftetabel der aangeslotenen. Hoogst wenschelijk ware het overigens dat de vastheid van het inkomen der beleggingen van de kas verzekerd worde, en met dat doel zou het noodig zijn dat de provinciën de verbintenis onderteekenen, den interest van 3.75 % te waarborgen voor al de kapitalen, belegd gedurende het tienjarig tijdperk na hetwelk er periodisch zou overgegaan worden tot de herziening der tarieven.

» Men zou overigens moeten onderzoeken of de beschikbare kapitalen der nieuwe Kas niet tot een zeker punt zouden kunnen dienen tot het dekken der leeningen, aangegaan

» Het betreft de geldelijke tusschenkomst der provinciën en der gemeenten, nopens dewelke er waarschijnlijk eenige moeilijkheden zullen oprijzen.

» Anderzijds, bestaan er in sommige provinciën fondsen van verschillende aard, waarbij provincie- en gemeentebeambten zijn aangesloten. Wellicht zal men het bestaan dier instellingen in aanmerking moeten nemen bij het opmaken van de statuten van het ontworpen fonds, en wel om tegenstrijdigheden of noodelooze herhalingen te vermijden.

» Overigens, het onderzoek, ingesteld naar aanleiding van den omzendbrief van 18 Juli laatstleden, is nog lang niet volledig en zijne uitkomsten konden tot nog toe niet worden medegedeeld aan de actuarissen der Algemeene Spaar- en Lijfrentekas.

» De Regeering blijft dus in afwachting, doch verzuimt geen middel om de zaak te bevorderen zooveel als wenschelijk is. »

door de gemeenten, die, in stede van met de Maatschappij voor het Gemeentekrediet of met de banken te onderhandelen, zich tot de Pensioenkas zouden wenden.

» Zooals het reeds bestaat ten bate van de gemeenteonderwijzers en gemeentesecretarissen, zouden de provinciën en de gemeenten moeten bijdragen tot de pensioenen der andere gemeentebeambten.

» De tusschenkomst der provinciën zou dus een dubbel doel hebben :

» 1^o Toelagen evenredig aan de stortingen der aangeslotenen, om hun het verwerven van pensioenen en renten te vergemakkelijken ;

» 2^o Waarborging van den interest van 3.75 %, waarvan hierboven sprake is.

» In den huidige toestand der studie, waaraan het Departement van Financiën en de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas zich beiden overleveren, kan de kwestie worden samengevat als volgt :

» Oprichting van eene centrale instelling belast met het beheer der verzamelde kapitalen en den dienst der renten, dienst waartoe de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas hare medewerking zou leenen, mits bezoldiging ;

» Benutting der bestaande plaatselijke instellingen — provinciën en gemeenten — voor den dienst der ontvangsten en betalingen voor rekening van de centrale instelling. In beginsel zou elk provinciebestuur de ontvangsten, geïnd door de verschillende gemeenten der provincie, vereenigen ten einde de verrichtingen te vereenvoudigen. Om soortgelijke redenen zou men enkel jaarlijksche stortingen dienen aan te nemen.

» De centrale instelling zou belast zijn met de navolgende verrichtingen :

» 1^o Vorming, door middel van bijdragen, van lijfrenten, aanvang nemende op 65 jaar, ten bate van de gemeenteambtenaren en gemeentebeambten ;

» 2^o Vorming van renten ten voordeele van de overlevende vrouwen der gehuwde beambten, door middel van afhoudingen van hunne jaarwedden ;

» 3^o Vorming van renten ten bate van de overlevende kinderen, ingeval van overlijden van vader en moeder ; deze renten zouden tijdelijke renten zijn en een einde nemen op 18 jaar ;

» 4^o Beheer, ten bate van de ongehuwden of weduwnaars, van spaarrekeningen in stand gehouden door afhoudingen van de jaarwedden.

» Dat zijn, Mijnheer de Gouverneur, tot heden de verschillende beschouwingen waarover het nuttig zou zijn, het gevoelen van den Provincialen Raad te kennen. Gij zoudt mij dus verplichten, ze aan de Bestendige Deputatie te willen onderwerpen, opdat zij, indien het nog tijd is, ze kunne onderwerpen aan den Raad gedurende eene zijner aanstaande vergaderingen.

» De Minister,

» (Ondert.) F. SCHOLLAERT. »

HOOFDSTUK IV.

PROVINCIE- EN GEMEENTEZAKEN.

Sedert drie jaar, neemt de zeer uitstekende Gouverneur van Brabant elke gelegenheid te baat om de openbare aandacht te vestigen op het nut dat er zou bestaan in de groepeerings van sommige gemeentediensten. In 1906, in de merkwaardige redevoering die hij uitsprak bij de opening van den zitting des Provincieraads, drukte hij den wensch uit dat de gemeentebesturen zouden samenwerken voor gemeenschappelijk werk, mits behoud van hunne hoofdzakelijke voorrechten. Hij prees de vereenigingen onder verschillende gemeenten aan voor het aanleggen van tramwegen, het beheer en de politie der niet bevaarbare of niet vlotbare waterlopen — dewijl de wet van 1877 niet de verwachte uitkomsten heeft opgeleverd —, ook voor het brengen van eenheid in den dienst der politie, zoowel in Brussel en voorsteden als in de kleine landelijke gemeenten, eindelijk voor het inrichten der gezondheidsdiensten ⁽¹⁾. In 1907 en in 1908 sprak hij er andermaal van.

Tijdens zijn officieel bezoek aan de stad Leuven, op 20 September 1908, kwam hij toevallig terug op die gedachte, welke hij nader bepaalde als volgt : « De provincie Brabant telt thans meer dan 1,400,000 inwoners; 't is meer dan een vijfde der bevolking van gansch het land; 't is » bijna de samengevoegde bevolking van vier andere provinciën. Brussel » en voorsteden alleen tellen daarvan meer dan de helft en zij ontwikkelen » zich zoo zeer dat men zich afvraagt of zij later niet eene nieuwe bijzondere provincie zullen vormen, dat is eene bestuurs-groepeerings die haar » meer samenhang en overeenstemming zou geven. Waarom niet, Mijne » Heeren! en wie weet of Leuven, die in 't verleden zoo roemrijke stad, » de vroegere hoofdstad van Brabant, Leuven, die getuigt van zoo'n groote » bedrijvigheid op verstandelijk, industrieel en politiek gebied, niet nevens » de provincie Brussel, opnieuw de hoofdstad van Brabant zal worden? ⁽²⁾ »

Alhoewel de vereeniging der gemeenten van den Brusselschen omtrek op zichzelf niet den noodigen samenhang kan geven, toch kan men zich afvragen of de nadruk, met welken de Gouverneur van Brabant die eenmaking aanprijst, niet ten doel had de openbare zienswijze voor te bereiden tot het neerleggen van een ontwerp waarbij een bijzondere toestand voor de hoofdstad wordt bepaald.

De Middenafdeeling richtte bijgevolg tot de Regeering de volgende vraag:

Vraag.

« De Afdeeling verzoekt de Regeering, hare inzichten te doen kennen betreffende het ontwerp om sommige gemeenten, die eene agglomeratie vormen, en bijzonderlijk de gemeenten van den Brusselschen omtrek, tot een bond te vereenigen. »

(1) Redevoeringen op 3 Juli 1906, 2 Juli 1907, 7 Juli 1908 uitgesproken door den heer Beco, Gouverneur der provincie.

(2) Stad Leuven. (*Bulletin communal*, n^o 20, September 1908.)

Antwoord.

« De gedachte om de gemeenten, die eene agglomeratie vormen, en namelijk de gemeenten van Brussel en voorsteden, te vereenigen tot een bond, is niet nieuw; reeds vóór vele jaren werd zij vooropgezet. De achtbare heer Furnémont nam ze voor eigen rekening over, toen hij, ter vergadering van de Kamer der Volksvertegenwoordigers, van 31 Juli 1903, een wetsvoorstel indiende met het doel om aan de raden van belendende gemeenten toe te laten, de regeling der gemeentebelangen, die voor de agglomeratie gemeenschappelijk zijn, aan een eenigen, door hen benoemden raad op te dragen.

» Tot nog toe heeft de Middenafdeeling haar verslag over dat ontwerp niet ingediend. Het schijnt mij toe dat het, onder die omstandigheden, voor de Regeering voorbarig zou wezen een oordeel uit te drukken, welk zij slechts bij de beraadslaging over het wetsontwerp zal moeten doen kennen. »

De Middenafdeeling, belast met het onderzoek der Begroting van het Ministerie van Binnenlandsche Zaken en van Landbouw, kan enkel hare tevredenheid uitdrukken over de onrechtstreeksche hulde welke de Regeering, door haar antwoord, brengt aan de doelmatigheid van het parlementair initiatief. Zij laat aan de Middenafdeeling, belast met het onderzoek van het voorstel des heeren Furnémont, de zorg over om, zoo zij het nuttig acht, het oordeel der Regeering uit te lokken.

*
* *

In denzelfden gedachtengang met het oog op eene algemeene geleiding der electricische kracht, had de Middenafdeeling de volgende vraag gesteld :

Vraag.

« De Afdeeling vraagt aan de Regeering haar gevoelen omtrent het tot stand brengen van een centrale inrichting waardoor het overbrengen van electricische kracht aan de gemeenten zou verzekerd worden. »

Antwoord.

« De centrale inrichtingen, waarvan de werkkring zich uitstrekt tot verschillende gemeenten en waardoor de electricische kracht zou geleverd en overgebracht worden, zijn in vele gevallen onmisbaar. Nochtans dringt zich het gebruik der electriciteit tot nog toe niet algemeen op, noch voor de verlichting, noch voor de drijfkraft; zelfs worden andere stelsels vaak aangeprezen in een financieel opzicht.

» Daarenboven heeft de geleiding der electriciteit in eenig gedeelte des lands voor het algemeen welzijn niet hetzelfde belang als de wegenis-, de gezondheidswerken, enz., of de ondernemingen van openbaar vervoer.

» De tusschenkomst van den Staat om een centrale inrichting tot stand te brengen, die in de plaats zou komen van de private nijverheid of van de gemeentebedrijven, schijnt niet gewettigd. »

De Regeering geeft dus de voorkeur aan talrijke centrale inrichtingen, tot stand gebracht door de private nijverheid en door de gemeente-bedrijven, boven één enkele inrichting tot stand gebracht door het toedoen van den Staat.

De meerderheid der Afdeeling treedt tot die meening toe.

*
* * *

De Middenafdeeling voldeed aan het verlangen van een lid der Afdeeling door de volgende vraag te richten tot de Regeering :

Vraag.

« De Middenafdeeling verzoekt de Regeering haar te willen mededeelen de lijst, per gemeente, van de verschillende stelsels van gemeentebelastingen op de kolenmijnen, met het bedrag der belasting geïnd per ton. »

Antwoord.

Lijst der gemeenten die bijzondere belastingen heffen op de kolenmijnen. (Jaar 1908.)

I. — Belastingen op het uitgraven van kolen onder het grondgebied der gemeenten.

NAAM der gemeenten.	GEHEEL BEDRAG en aard van de belasting.	Opmerkingen.
Aiseau	1,500 frank te verdeelen onder de kolenmijnen naar evenredigheid van de hoeveelheid kolen, het vorig jaar uitgegraven onder het grondgebied der gemeente.	<i>Algemeene opmerking.</i> — In verscheidene gemeenten der kolenbekkens zijn er belastingen gelegd op de stoomketels, op de motoren gedreven door een andere kracht dan stoom en op de werklieden der nijverheidsinrichtingen. Over 't algemeen ontsnappen de kolenmijnen aan die belastingen, wanneer ze reeds bijzondere belastingen moeten betalen. Dat is nochtans geen volstreekte regel. Telkens als daarvan wordt afgeweken, zal er melding van worden gemaakt in deze kolom benevens den naam der belanghebbende gemeente.
Anderlues	18,000 idem.	
Boussoit	800 idem.	
Boussu.	18,000 idem.	
Carnières	5,000 idem.	
Châtelet	5,000 idem.	
Courcelles	2,000 idem.	
Cuesmes	22,000 idem.	
	10 % van de hoofdsom van het evenredig recht op de mijnen.	
Dour	12,000 frank te verdeelen onder de kolenmijnen naar evenredigheid van de hoeveelheid kolen, het vorig jaar uitgegraven onder het grondgebied der gemeente.	
Flénu	8,000 idem.	
Fleurus.	12,000 idem.	
Fontaine-l'Évêque. .	7,510 idem.	
Forchies-la-Marche .	7,500 idem.	
Frameries	15,000 idem.	
Gilly	17,000 idem.	
Houdeng-Aimeries .	4,000 idem.	
Hornu	18,000 idem.	

NAAM der gemeenten.	GEHEEL BEDRAG en aard van de belasting.	Opmerkingen.
Haine-Saint-Pierre	500 frank te verdeelen naar evenredigheid van de hoeveelheid kolen, het vorig jaar uitgegraven onder het grondgebied der gemeente.	
La Bouverie (¹).	6,000 idem.	(¹) In de gemeente La Bouverie is er daarenboven eene belasting van 8 frank per coke-oven.
Lodelinsart	6,000 idem.	
Moignelee	3,000 idem.	
Montigny-sur-Sambre.	24,000 frank te verdeelen naar gelang van de hoeveelheid kolen, gemiddeld uitgegraven gedurende de laatste vijf jaar.	
Jumet (²)	10,000 frank te verdeelen naar evenredigheid van de hoeveelheid kolen, het vorig jaar uitgegraven onder het grondgebied der gemeente.	(²) De kolenmijnen zijn daarenboven aangeslagen op de rollen der belastingen op de stoomketels, op de motoren gedreven door een andere kracht dan stoom, en op de werklieden.
Pâturages	7,300 idem.	
Piéton	6,859 idem.	
Mont-sur-Marchienne.	1,200 idem.	
Péronne lez-Binche	7,000 idem.	(³) De gemeente Quaregnon heft daarenboven 75 opcentiemen op het vast en evenredig recht op de mijnen.
Pont-de-Loup.	3,300 idem.	
Quaregnon (³)	26,000 idem.	
Ressaix (⁴).	1,000 frank ten minste en 2,000 frank ten hoogste per uitgravingschaft gelegen op het grondgebied der gemeente.	
Saint-Vaast	4,000 frank te verdeelen naar evenredigheid van de hoeveelheid kolen, het vorig jaar uitgegraven.	(⁴) De gemeente heft daarenboven eene belasting van ten minste 5 frank en ten hoogste 10 frank per coke-oven.
Thieu	1,070 idem.	
Trazegnies.	15,000 idem.	
Wasmes	15,000 idem.	

II. — *Belastingen op de behaalde winsten door het uitgraven van kolen onder het grondgebied der gemeenten.*

NAAM der gemeente.	BEDRAG en aard der belasting.	Opmerkingen.
Glain	4.80 % op het vijfde van de behaalde netto winst gedurende de laatste vijf jaren door het ontginnen van den ondergrond der gemeente.	
Pironchamps	3,800 frank te verdeelen naar evenredigheid van de gemiddelde winst per ton, gedurende de laatste vijf jaar, door het ontginnen van den ondergrond der gemeente.	
Roselles	3,000 idem.	
Roux	2 % op de gemiddelde winst gedurende de laatste vijf jaar door het ontginnen van den ondergrond der gemeente.	
St-Nicolas bij Luik.	2.10 % idem.	
Souvret	5 % idem.	
Vottem.	3.02503 % idem.	

III. — *Opcentiemen op het recht op de mijnen, geheven ten bate van den Staat.*

NAAM der gemeenten.	BEDRAG der belastingen.	Opmerkingen.
Angleur	75 opcentiemen op de hoofdsom van het vast en evenredig recht op de mijnen naar evenredigheid van de uitgestrektheid der concessiën op het grondgebied der gemeente.	
Flémalle-Haute . . .	72 idem.	
Hollogne-aux-Pierres .	65 idem.	
Gosselies	20 idem.	
Gottignies	100 opcentiemen op de hoofdsom van het vast recht.	
Herstal (1)	30 opcentiemen op de hoofdsom van het evenredig recht.	(1) De gemeente heft daarenboven eene bijzondere belasting van 4 frank voor elken persoon arbeidende in de kolenmijnen.
Houdeng-Goegnies . .	80 idem.	
Jemappes	15 opcentiemen op de hoofdsom van het vast en evenredig recht.	
Marchienne-au-Pont .	55 idem.	
Marcinelle	10 idem.	
Rahier	170 idem.	
Luik	125 idem.	

IV. — *Belastingen naar andere dan hoogervermelde grondslagen.*

NAAM der gemeenten.	BEDRAG der belastingen.	Opmerkingen.
Flémalle-Grande . . .	1 ^o 3 frank per persoon arbeidende in de kolenmijnen. 2 ^o Belasting op de coke-ovens, bepaald op fr. 38,42 of 58 frank, volgens het gebezigd stelsel.	
Horion-Hozemont . .	1 ^o Fr. 3,25 per persoon arbeidende in de kolenmijnen. 2 ^o 3 frank per paardekracht der motoren gebezigd door de kolenmijnen.	
Montegnée	6 frank per persoon arbeidende in de kolenmijnen (groot-nijverheid).	
Seraing (1)	12 frank per persoon arbeidende in de kolenmijnen.	(1) De kolenmijnen betalen daarenboven eene belasting van 3 $\frac{1}{2}$ %, opgelegd aan al de nijverheidsinrichtingen te Seraing naar verhouding van de winsten die het vorig jaar op het grondgebied der gemeente werden behaald.

HOOFDSTUK VII.

BURGERWACHT.

Een lid verzocht de Middenafdeeling, de volgende vraag te richten tot de Regeering :

Vraag.

« De Afdeeling verzoekt de Regeering, haar voor de jaren 1897 en 1907, over te maken de lijst van de gemeenten waar de burgerwacht tot werkelijken dienst werd opgeroepen en van die waar de burgerwachten werden samengesmolten (groep), alsmede het bedrag der gemeentelijke toelagen en het geheel bedrag der boeten geheven ten bate van de gemeenten. »

Antwoord.

I. — *Lijst der gemeenten waar in 1897 de burgerwacht in werkelijken dienst was.*

Provincie Antwerpen	Antwerpen en Meebelen.
Provincie Brabant	Anderlecht, Brussel, Etterbeek, Elsene, Laken, Leuven, Sint-Jans-Molenbeek, Nijvel, Sint-Gillis, Sint-Joost-ten-Oode en Schaarbeek.
West-Vlaanderen	Brugge, Kortrijk, Moeskroen, Oostende, Roeselare, Ieperen.
Oost-Vlaanderen	Aalst, Eekloo, Gent, Geeraardsbergen, Sint-Niklaas, Dendermonde en Wetteren.
Provincie Henegouw	Ath, Charleroi, Châtelet, Châtelineau, Courcelles, Dampremy, Gilly, Jumet, La Louvière, Marchienne-au-Pont, Marcinelle, Bergen, Montigny-sur-Sambre, Morlanwelz, Monceau-sur-Sambre, Roux en Doornik.
Provincie Luik	Hoei, Luik, Verviers.
Provincie Limburg	Hasselt.
Provincie Luxemburg	Aarlen.
Provincie Namen	Dinant en Namen.

II. — *Lijst der gemeenten waar de burgerwacht tot den werkelijken dienst werd opgeroepen sedert 1897.*

Provincie Antwerpen	Boom, Borgerhout, Berchem, Deurne, Hoboken, Lier, Merxem, Turnhout en Willebroek.
Provincie Brabant	Halle, Thienen en Vilvoorde.
West-Vlaanderen	Meenen.
Oost-Vlaanderen	Gentbrugge, Lokeren, Ledeberg, Sint-Amandsberg, Rouse.

Provincie Henegouw	Carnières, Binche, Boussu, Couillet, Haine-Saint-Pierre, Haine-Saint-Paul, Houdeng-Aimeries, Houdeng-Goegnies, Chapelle lez-Herlaimont, Lodelinsart, La Hestre, Dour, Gosselies, Lessen, Jemappes, Zinik en Trazegnies.
Provincie Luik	Bressoux, Grivegnée, Jemeppe, Herstal, Hodimont, Heusy, Dison, Ougrée, Seraing en Tilleur
Provincie Limburg	Sint-Truiden.
Provincie Namen	Jambes en Saint-Servais.

III. — *Lijst der gemeenten die werden samengevoegd voor de inrichting van de burgerwacht.*

Provincie Antwerpen	1. Boom en Willebroek.
	2. Borgerhout , Berchem, Deurne, Merxem en Hoboken
Provincie Brabant	3. Elsene en Etterbeek
	4. Sint-Gillis , Sint-Jans-Molenbeek en Anderlecht.
	5. Schaarbeek , Sint-Joost-ten-Oode en Laken.
West-Vlaanderen	6. Kortrijk en Meenen.
Oost-Vlaanderen	7. Gent , Ledeberg, Sint-Amandsberg en Gentbrugge.
Provincie Henegouw	8. Ath en Lessen.
	9. Charleroi en Marcinelle.
	10. Châtelet en Châtelineau.
	11. Junet , Dampremy, Roux en Lodelinsart.
	12. La Louvière Haine-Saint-Pierre, Haine-Saint-Paul, Houdeng-Aimeries en Houdeng-Goegnies.
	13. Marchienne-au-Pont , Monceau-sur-Sambre en Mont-sur-Marchienne.
	14. Montignies-sur-Sambre en Couillet.
	15. Bergen , Jemappes en Soignies
	16. Boussu en Dour.
	17. Morlanwelz , Chapelle lez-Herlaimont, Trazegnies, Carnières en La Hestre.
Provincie Luik	18. Luik , Bressoux, Grivegnée en Herstal
	19. Verviers , Heusy, Hodimont en Dison.
	20. Seraing , Jemeppe, Ougrée en Tilleur.
Provincie Namen	21. Namen , Jambes en Saint-Servais

Burgerwacht.

*Bedrag der gemeentelijke toelagen en geheel bedrag der boeten betaald
ten bate van de gemeenten in 1897 en 1907.*

GEMEENTEN.	Gemeentelijke toelagen		Boeten ontvangen ten bate van de gemeente		Opmerkingen.
	voor 1897.	voor 1907.	in 1897.	in 1907.	
Antwerpen	37,867 80	66,470 »	2,039 65	9,957 91	
(G.) { Boom	»	1,936 »	»	32 20	Tot werkelijken dienst opgeroepen bij koninklijk besluit van 7 December 1897.
{ Willebroek	»	633 36	»	»	Tot werkelijken dienst opgeroepen bij koninklijk besluit van 23 December 1904.
Borgerhout	»	5,094 33	»	»	Tot werkelijken dienst opgeroepen bij koninklijk besluit van 7 December 1897.
(G.) { Berchem	»	3,898 24	»	919 74	Idem.
{ Deurne	»	1,129 66	»	374 72	Idem.
Merxem	»	1,346 16	»	280 47	Idem.
Hoboken	»	590 59	»	»	Tot werkelijken dienst opgeroepen bij koninklijk besluit van 23 December 1904.
Lier	»	2,592 »	»	168 15	
Mechelen	4,688 26	6,588 »	164 35	342 95	
Turnhout	»	2,680 »	»	30 40	
Brussel	49,698 16	83,962 94	6,660 45	13,863 88	
(G.) { Elsene	8,068 67	12,603 53	224 20	1,790 35	
{ Etterbeek	2,861 35	4,385 87	3 17	586 17	
Leuven	6,935 74	9,000 »	434 10	509 63	
Nijvel	2,025 62	3,379 32	263 »	187 15	
(G.) { Sint-Gillis	9,717 75	14,637 10	1,825 90	2,507 »	
{ Sint-Jans-Molenbeek	6,380 42	9,644 21	1,011 75	1,488 68	
Anderlecht	6,568 »	9,643 82	382 85	1,488 63	
(G.) { Schaarbeek	8,674 05	10,149 63	4,189 55	2,115 95	
{ Sint-Joost-ten-Oode	9,748 15	8,975 16	989 90	1,947 87	
Laken	5,416 »	5,658 83	666 27	1,228 13	
Thienen	»	4,018 20	»	»	Tot werkelijken dienst opgeroepen bij koninklijk besluit van 7 December 1897.
Halle	»	2,827 »	»	85 »	Tot werkelijken dienst opgeroepen bij koninklijk besluit van 23 December 1904.
Vilvoorde	»	2,000 »	»	103 55	Idem.
Brugge	7,129 92	9,045 »	163 40	399 »	
(G.) { Kortrijk	2,851 37	4,215 03	195 70	» 1	(1) De stad ontving het bedrag nog niet.
{ Meenen	»	486 65	»	Néant.	Tot werkelijken dienst opgeroepen bij koninklijk besluit van 23 December 1904.
Moeskroen	545 10	2,291 93	Néant.	Néant.	
Oostende	6,490 10	10,269 73	304 »	206 96	
Roeselare	2,483 95	3,766 55	Néant.	Néant.	
Ieperen	1,467 76	1,616 55	Néant.	Néant.	

GEMEENTEN.	Gemeentelijke toelagen		Boeten ontvangen ten bate van de gemeente		Opmerkingen.
	voor 1897.	voor 1907.	in 1897.	in 1907.	
(G.) { Gent	21,415 73	24,515 38	1,037 »	2,293 58	
{ Ledeberg	»	766 91	»	62 12	Tot werkelijken dienst opgeroepen bij koninklijk besluit van 23 December 1904.
{ Sint-Amandsberg	»	542 88	»	62 12	Idem.
{ Gentbrugge	»	568 71	»	53 84	Idem.
Geeraardsbergen	1,323 20	1,693 65	53 »	109 85	
Ronse	»	1,062 53	»	69 80	Tot werkelijken dienst opgeroepen bij koninklijk besluit van 23 December 1904.
Sint-Niklaas	2,007 83	2,419 18	»	100 »	
Dendermonde	1,206 75	1,561 30	»	12 »	
Lokeren	»	2,496 44	»	»	Tot werkelijken dienst opgeroepen bij koninklijk besluit van 23 December 1904.
Wetteren	913 49	1,728 83	13 »	21 »	
Aalst	1,691 22	4,557 18	»	»	
Eekloo	864 73	1,706 75	»	»	
(G.) { Ath	1,165 »	2,797 08	4 »	2 »	
{ Lessen	»	1,753 07	»	»	Tot werkelijken dienst opgeroepen bij koninklijk besluit van 23 December 1904.
(G.) { Charleroi	4,953 80	8,668 20	»	2,322 23	
{ Marcinelle	2,381 40	3,449 04	»	664 05	
Doornik	»	»	425 60	692 55	
(G.) { Châtelet	2,115 54	⁽¹⁾ 2,497 20	69 33	241 20	⁽¹⁾ Volgens de begrooting van 1907, daar de rekening niet ingeleverd is.
{ Châtelineau	2,418 61	⁽²⁾ 2,057 80		292 70	
Courcelles	4,105 11	2,762 70	2 »	592 65	
Jumet	2,798 51	5,183 34	»	809 83	
(G.) { Dampremy	⁽¹⁾ »	1,978 59	»	189 05	⁽¹⁾ Kwam feitelijk in werkelijken dienst eerst in 1899.
{ Roux	»	1,931 15	»	37 72	Idem.
Lodelinsart	»	»	»	»	Tot werkelijken dienst opgeroepen bij koninklijk besluit van 21 Juni 1899.
Gilly	2,387 74	3,187 77	»	403 61	
La Louvière	2,653 »	3,895 81	»	1,211 65	
Haine-Saint-Pierre	»	1,087 87	»	366 »	Tot werkelijken dienst opgeroepen bij koninklijk besluit van 23 December 1904.
(G.) { Haine-Saint-Paul	»	728 31	»	84 95	Idem.
{ Houdeng-Aimeries	»	979 71	»	204 95	Idem.
Houdeng-Goegnies	»	831 79	»	71 »	Idem.
(G.) { Marchienne - au - Pont	1,803 20	3,435 34	266 »	860 »	Kwam feitelijk in werkelijken dienst eerst in 1899.
{ Monceau-sur-Sambre	»	1,717 68	»		
Mont-sur-Marchienne	»	572 55	»		Tot werkelijken dienst opgeroepen bij koninklijk besluit van 23 December 1904.
(G.) { Montigny - sur - Sambre	2,170 12	3,995 01	»	916 75	
{ Couillet	»	1,025 75	»	»	Tot werkelijken dienst opgeroepen bij koninklijk besluit van 23 December 1904.

GEMEENTEN.	Gemeentelijke toelagen		Roeten ontvangen ten bate van de gemeente		Opmerkingen.
	voor 1897.	voor 1907.	in 1897	in 1907.	
Bergen	9,673 56	9,765 90			
(G.) Jemappes	»	675 »	349 »	1,404 60	Tot den werkelijken dienst opgeroepen den 22 ⁿ December 1914.
Zinik	»	1,491 »			
Morlanwelz	1,882 63	4,574 »	85 »		Fr. 105 vóór de samenvoeging.
Chapelle-lez-Herlain..	(¹) 386 43	890 55	+ 4 »		(¹) Er bestond toen een korps jagers, tot den werkelijken dienst opgeroepen den 23 ⁿ December 1904.
(G.) Trazegnies	»	1,462 »	»	1,228 95	Tot den werkelijken dienst opgeroepen den 23 ⁿ December 1904.
Carnières	»	3,014 »	»		Tot den werkelijken dienst opgeroepen den 3 ⁿ Februari 1907.
La Hestre	»	2,036 »	»		Idem.
Gosselies	(¹) 528 31	3,108 18	»	167 »	(¹) Er bestond toen enkel een korps jagers tot den werkelijken dienst opgeroepen den 21 ⁿ Juni 1899.
Binche	»	2,839 84	»	70 »	Tot den werkelijken dienst opgeroepen den 23 ⁿ December 1904.
(G.) Boussu	»	1,008 92	»	23 26	Idem.
Dour	»	1,086 13	»	24 74	Idem.
Lutk	27,901 87	36,744 76	1,875 30	5,135 80	
(G.) Bressoux	»	457 95	»	Néant.	Tot den werkelijken dienst opgeroepen den 23 ⁿ December 1904.
Grivegnée	»	484 83	»	Néant	Idem.
Herstal	»	699 82	»	Néant	Idem.
Verviers	7,819 12	7,977 90	816 05	653 99	
(G.) Heusy	»	137 10	»	12 02	Idem.
Hodimont	»	145 22	»	12 60	Idem.
Dison	»	403 18	»	42 29	Idem.
Hoci	2,492 »	3,140 »	173 85	193 80	
Seraing	»	5,037 40	»	32 41	
(G.) Jemeppe	»	3,391 85	»	Néant	Tot den werkelijken dienst opgeroepen den 23 ⁿ December 1904.
Ougrée	»	2,031 22	»	11 81	Idem.
Tilleur	»	690 63	»	Néant.	Idem.
Hasselt	684 46	1,915 »	»	144 40	
Sint-Truiden	»	1,755 »	»	100 70	Tot den werkelijken dienst opgeroepen bij koninklijk besluit van 7 Dec. 1897.
Aarlen	1,807 70	2,060 51	258 40	386 65	
Dinant	820 »	1,484 75	20 90	182 40	
(G.) Namen	5,500 »	7,444 »	174 80	1,529 93	
Saint-Servais	»	739 »	»	152 55	Tot den werkelijken dienst opgeroepen bij koninklijk besluit van 7 December 1897.
Jambes	»	458 »	»	94 97	Idem.

DIENT VAN HET MINISTERIE VAN LANDBOUW.**1. — Algemeene beschouwingen.**

In deze jaarlijksche verslagen werd dikwijls gewezen op de voordeelen, welke het oprichten van dit Ministerie opleverde voor den Landbouw.

Door de wetenschappelijke opsporingen in zijne laboratoriums, door de uitbreiding van de landbouwkunde in zijn Hooger Instituut, door het verspreiden van de landbouwbegrippen dank zij de middelbare scholen, de openbare leergangen, de voordrachten en raadgevingen zijner landbouwkundigen, heeft het Ministerie van Landbouw er toe bijgedragen, opdat de landbouwers nut zouden trekken uit de jongste ontdekkingen, opdat zij krachtig gebruik zouden maken van meststoffen en machines en den aard van den grond alsmede de behoeften van het land in aanmerking zouden nemen. De uitkomsten dier pogingen zijn gekend. Wat aangaat het benutten van den grond, heeft ons land van geen enkel ander iets te benijden.

Door het nemen van wijze gezondheidsmaatregelen op de grens en binnen het land, door het verleenen van schadevergoedingen aan eigenaars van dieren afgemaakt wegens besmettelijke ziekten, door het schenken van ruime toelagen aan de maatschappijen van onderlinge verzekering en herverzekering tegen de sterfte onder het vee en de paarden, door het beloonen van de pogingen der fokkers, stond dat Ministerie hen ter zijde om ons vee- en paardenras te verbeteren. Het heeft zijn aandeel in de schitterende uitslagen bekomen door onze landbouwers.

Het moedigde de vereeniging der landbouwers aan, het gaf hun tevens de gelegenheid om hunne behoeften te doen kennen door het tot stand brengen van bijzondere raden, en hielp hen om hunne wenschen te verwezenlijken door het verleenen van toelagen aan hunne vereenigingen; daardoor werd onbetwistbaar bijgedragen tot het verminderen van de algemeene kosten van het landbouwbedrijf.

Eindelijk, door het verbeteren van de landbouwwegen heeft het 't vervoer van de grondstoffen en van de landbouwvoortbrengselen in ruime mate gemakkelijker gemaakt. In dit opzicht valt er nog veel te doen; dat blijkt uit de bezwaren, in de Afdeelingen aangevoerd.

De voortdurende toeneming der opbrengst per hectare voor al de landbouwgewassen, de jaarlijksche aangroei van onzen veestapel, eenerzijds, het steeds meer aanzienlijk gebruik van aanvullende meststoffen, anderzijds, leveren een schitterend bewijs van den vooruitgang van den landbouw.

De volgende tabel, die voorkomt op bladz. viii van het Verslag van 1906 over *den toestand van het landbouwonderwijs*, is in dit opzicht zeer leerrijk. Wij hebben ze aangevuld door de cijfers ontleend aan de landbouwopnemingen van 1903, 1906 en 1907.

VELDGEWASSEN.	Per hectare. — Gemiddelde opbrengst 1870-1880.	Per hectare. — G-middelde opbrengst 1886-1895.	Per hectare. — Gemiddelde opbrengst 1900-1904.	Verrekening voor het tijdsverloop 1900-1904 tegenover het tijdsverloop 1871- 1880.	Per hectare. — Jaar 1905.	Per hectare. — Jaar 1906.	Per hectare. — Jaar 1907.
Tarwe	Kilogr. 1,529	Kilogr. 1,847	Kilogr. 2,317	52 o/o	Kilogr. 2,072	Kilogr. 2,351	Kilogr. 2,713
Koorn	1,422	1,706	2,137	50 o/o	2,031	2,065	2,297
Haver	1,614	1,789	2,362	46 o/o	2,066	2,513	2,684
Voederbeeten	32,284	40,821	53,337	65 o/o	60,603	55,711	52,733
Aardappelen	12,235	11,174	16,889	38 o/o	10,655	16,653	16,614

De hoeveelheden meststoffen per hectare bedroegen :

	1895	1904	1905	1906	1907
Metaalslakken	22 kilogr.	51 kilogr.	53 kilogr.	55 kilogr.	58 kilogr.
Phosphorzure kalk	28 —	63 —	70 —	68 —	67 —
Kaïniet	2 —	13 —	16 —	17 —	17 —
Sodanitraat	28 —	45 —	47 —	45 —	45 —

Te gelijker tijd groeide de veestapel aan :

SOORTEN.	1880	1895	1904	1905	1906	1907
Paarden gebruikt bij den landbouw	»	216,199	245,781	245,212	244,893	249,831
Hoornbeesten	1,382,815	1,420,978	1,782,290	1,788,328	1,779,678	1,812,689
Varkens	646,375	1,163,133	1,154,721	1,046,512	1,148,083	1,279,462

De waarde van zaad, werktuigen en meststoffen, door de syndicaten aangekocht voor hunne leden, bedroeg :

1895	1904	1905	1906	1907
5,127,747 frank.	22,379,944 frank.	23,282,892 frank.	23,149,119 frank.	23,601,641 frank.

Door de samenwerkende melkerijen werd verkocht tot een bedrag van :

1895	1904	1905	1906	1907
3,236,939 frank.	30,743,851 frank.	31,373,415 frank.	30,954,150 frank.	35,510,153 frank.

Doch benevens de hoofden van landbouwbedrijven, die zich moeten verheugen over de werking van dit Ministerie, mag men niet de veldarbeiders over 't hoofd zien, welke zich soms met die hoofden vereenzelvigen en in elk geval de onontbeerlijke medewerkers daarvan zijn. Wanneer zij zelf een hoekje grond bebouwen — en dat is niet zelden het geval —, trekken zij rechtstreeks nut uit al de maatregelen die werden genomen ten bate van den landbouw.

Het is evenwel onontbeerlijk dat het Ministerie van Landbouw blijk geve van eene bijzondere bezorgdheid voor hen, in de eerste plaats, omdat zij, de minst rijke en bijgevolg de zwakste zijnde, meer dan de anderen de hulp van de openbare machten noodig hebben, en verder, omdat, zoo men wil dat de grond blijve bewerkt worden, men die onontbeerlijke medewerkers van het landbouwbedrijf moet op den buiten houden.

Het vraagstuk van het vertrekken en van het terugkeeren van de veldarbeiders heeft al de Staathuishoudkundigen bekommerd alsook al de landbouwcongressen en landbouwvereenigingen.

De oorzaken van de kwaal zijn gekend. Steden en nijverheidsplaatsen lokken den veldarbeider uit door het lokaas hunner hoge dagloonen, door het bestendig voortwerken in de fabrieken, waardoor het bestaan zoowel in den winter als in den zomer is verzekerd. Ze trekken hen aan door eene betere regeling van sommige openbare diensten : geneeskundige bijstand, weldadigheid. Zij lokken hen ook uit door hunne vermaken, hunne drankhuizen, hunne feesten, schouwburgen en danspartijen.

Zijn de hulpmiddelen daartegen gekend, toch kunnen zij niet altijd toegepast worden. Doch overal worden er twee aangeprezen : het vermenigvuldigen van de kleine erven en het uitbreiden, tot de veldarbeiders, van de wetten ingevoerd ten bate van de nijverheidswerklieden, in zooverre die wetten op hen van toepassing zijn.

Dien weg is de wetgever opgegaan. Sommige arbeidswetten — zooals die op het ouderdomspensioen — werpen zelfs meer voordeel af voor de landelijke arbeiders dan voor de andere, daar het leven op den buiten goedkooper is en men er doorgaans langer leeft.

De ongevallenwet werd enkel tot een deel der veldarbeiders uitgebreid.

De Middenafdeeling, wenshende te weten in hoeverre de veldarbeiders voordeel hadden getrokken uit bedoelde wet, richtte tot de Regeering deze twee vragen :

Vraag.

« De Middenafdeeling wenscht te weten hoeveel veldarbeiders in elke provincie tegen de arbeidsongevallen zijn verzekerd bij toepassing van de wet van 24 December 1903. »

Antwoord.

« Mijn Bestuur bezit die inlichting niet : het uitvoeren van de wet van 24 December 1903 op de arbeidsongevallen behoort niet tot zijne bevoegdheden. »

Vraag.

« De Middenafdeeling wenscht te weten wat door het Ministerie van Landbouw werd tot stand gebracht ten einde de maatregelen, bestemd om de arbeidsongevallen te voorkomen, ter kennis van de landbouwers te brengen. »

Antwoord.

« Op verzoek der Maatschappij *Onderlinge Belgische Boerenverzekering*, heeft mijn Bestuur den tekst verzameld van de voorschriften, door zes land- en boschbouwverenigingen in Duitschland uitgevaardigd om de arbeidsongevallen te voorkomen. Deze stukken werden medegedeeld aan den bestuurder dier Maatschappij. Zoodra ik in bezit zal zijn van het afschrift van het verslag dat ik dezen verzocht mij ter hand te stellen, zal ik onderzoeken hoe en in welke mate mijn Bestuur dient mede te werken aan het verbreiden, onder de belanghebbenden, van de middelen om de ongevallen bij den veldarbeid te vermijden. »

Toen zij deze twee vragen stelde, wist de Middenafdeeling dat de toepassing der ongevallenwet behoort tot de bevoegdheid van het Ministerie van Nijverheid en Arbeid; zij meende echter niet dat het Ministerie van Landbouw zich niet bezighield met het gedeelte der wet, dat geldt voor de veldarbeiders.

Bij de langdurige behandeling der wet van 1903 werd gezegd, dat, zoo zij voor den landbouw geene bevredigende uitkomsten had, men eene bijzondere wet zou voorstellen, waarbij de vergoeding wegens ongevallen bij den landbouwarbeid afzonderlijk zou geregeld worden.

Hoe zou het Ministerie van Landbouw kunnen weten of de wet van 1903 toereikend is, indien zij hare uitkomsten niet kent?

De Maatschappij *Onderlinge Belgische Boerenverzekering* verdient allen lof voor het door haar genomen initiatief; doch men kan betreuren dat dit niet van het Ministerie van Landbouw uitging en zich verbazen over deze rolverwisseling. Drukken wij den wensch uit, dat het verslag, hetwelk de Bestuurder dier Maatschappij verzocht werd in te dienen, nuttige wenken voor het Departement zal bevatten.

II. — Behandeling van de artikelen.

HOOFDSTUKKEN III EN IV.

LANDBOUW EN LANDELIJKE DIENST.

ARTIKELEN 44 EN 49.

Het krediet voor de landbouwverenigingen bedroeg, in 1908, 376,000 frank. Voor 1909 wordt slechts 294,000 frank aangevraagd. De

Afdeeling neemt er akte van, dat, volgens de toelichting, « deze vermindering het gevolg is van het overbrengen, bij artikel 19, van de sommen » vereischt :

» 1^o Voor de toelagen en aanmoedigingen aan tuinbouwmaatschappijen ;

» 2^o Voor de tegemoetkomingen ten bate van schriften over tuinbouw ;

» 3^o Voor de onkosten van zendingen en bijzondere commissiën in het belang van den tuinbouw ;

» 4^o Voor de deelneming van België aan het Internationaal Landbouwinstituut te Rome. »

Bij artikel 19 is inderdaad voor die verschillende doeleinden een krediet van 93,000 frank voorzien.

De meerderheid der Middenafdeeling beaamt deze splitsing van kredieten, mits het verstaan wordt dat de kredieten voor de eigenlijke landbouwverenigingen daardoor niet verminderd worden.

In het verslag der Middenafdeeling van het vorig jaar, door den heer Raemdonck uitgebracht, werd de uitbreiding, die de tuinbouw in ons land genomen heeft, alsook de wenschen der tuinbouwers, op belangwekkende en volledige wijze uiteengezet. De Regeering heeft blijk willen geven van hare bezorgdheid voor dien tak van den nationalen landbouw en van het belang dat zij hecht aan zijnen vooruitgang, door de instelling van een Hoogen Raad van Tuinbouw, die voor zending heeft, zijn gevoelen te doen kennen over al wat den tuinbouw aanbelangt. Men weet welke diensten de verschillende Hooge Raden, ingesteld sedert ettelijke jaren, hebben bewezen aan de belangen die zij belast zijn aan te wijzen en voor te stellen. Zij stellen de klachtenlijsten of « cahiers » der belanghebbenden op, en helpen Regeering en Wetgeving in het nemen van doelmatige maatregelen.

De Middenafdeeling acht zich gelukkig er op te kunnen wijzen, dat de Regeering rekening gehouden heeft met de aanmerkingen van verleden jaar.

ARTIKEL 14.

Landbouw-Instituut te Gembloux.

In 1910, zal onze Hoogere Landbouwschool haar vijftigjarig bestaan vieren. In eene belangwekkende studie door den heer Raquet, leeraar van hygiëne en dierkunde, komen cijfers voor, die een deel uitmaken van de geschiedenis van dit Instituut.

» Van 1861 tot 1908 werden de leergangen van het Instituut te Gembloux bijgewoond door 1,740 studenten, hetzij 1,115 Belgen en 625 vreemdelingen. Deze zijn, naar hunne nationaliteit, ingedeeld als volgt: Polen 88, Spanje 53, Italië 43, Frankrijk 42, Eiland Cuba 39, Rumenië 31, Turkije 29, Brazilië 29, Griekenland 27, Rusland 25, Oostenrijk-

Hongarije 21, Nederland 20, Bulgarije 14, Argentijnsche Republiek 14, Chili 13, Zwitserland 14, Groothertogdom Luxemburg 10, Eiland Trinidad 9, Engeland 7, Portugal 7, Servië 6, Uruguay 5, Java 5, Porto-Rico 5, Peru 4, Costa-Rica 4, Guatemala 4, Klein-Azie 3, Egypte 3, Zweden 3, Mexico 3, Republiek Ecuador 3, Azoreneilanden 2, Turkestan 2, Noorwegen 2, China 1, Finland 1, Denemarken 1, Nieuw-Grenade 1, Siberië 1, Armenië 1, Canarische eilanden 1, San-Salvador 1, Eiland Elba 1, Sumatra 1, Borneo 1, Syrië 1, Bessarabië 1, Nicaragua 1, Sardinië 1, Liban 1, Eiland San-Thome 1.

» Uit deze lange opsomming blijkt, dat het Instituut te Gembloers leerlingen telde uit al de streken der wereld, en dat men bevestigen kan dat zijne faam zich over gansch den aardbodem uitstrekt. Overigens, het getal vreemde leerlingen groeit steeds aan, en dit jaar evenals verleden jaar zijn zij talrijker dan de Belgen. In October 1908 nam men 84 nieuwe leerlingen aan, waaronder 28 *Belgen* en 56 *vreemde*. Van de 156 leerlingen te zamen in de drie studiejaren, vereischt voor het diploma van landbouwingenieur, zijn er 95 *vreemdelingen* en 63 *Belgen*.

» Gedurende het bovengemelde tijdperk leverde het Instituut te Gembloers 640 diploma's af van landbouwingenieur, waarvan 472 aan Belgen en 168 aan vreemdelingen. Deze houders van diploma zijn, naar het beroep dat zij uitoefenen, ingedeeld als volgt :

» Eigenaars, pachters of beheerders van goederen	188
» Landbouwbedrijven, bedrijven niet tot den landbouw behoo-	
» rende, handel	184
» Landbouwstations en landbouwlaboratoriums	26
» Onderwijs en boschbouw	106
» Verschillende en overledenen	136

» Anderdeels, oefenen 64 *Belgische* gediplomeerde landbouwingenieurs van het Instituut te Gembloers verschillende betrekkingen uit in het buitenland; zij zijn ingedeeld als volgt: Frankrijk 42, Rumenië 7, *Congo* 6, Peru 6, Argentijnsche Republiek 5, Brazilië 4, Italië 3, Algerië 3, Canada 3, Porto Rico 2, Duitschland 1, Zwitserland 1, Nederland 1, Java 1, Vereenigde Staten 1, Bolivië 1, Turkije 1, Californië 1, Uruguay 1, Portugal 1 (1). »

De cijfers betreffende de betrekkingen bekleed door de oud-leerlingen strooken niet met de cijfers, op het jongste Internationaal Congres voor Landbouwonderwijs (2) medegedeeld door den heer Leplae, leeraar bij het Landbouw-Instituut van de Universiteit te Leuven. Volgens hem worden slechts 5 % van de leerlingen uit onze twee groote Landbouw-Instituten, echte landbouwers.

(1) « L'Institut agricole de l'État à Gembloux », artikel verschenen in het tijdschrift : *L'expansion belge*, Decemernummer 1908.

(2) Tweede Internationaal Congres voor landbouwonderwijs. *Verslag*, bl. 68.

Wat er ook van zij, de verhouding weze 29 % volgens den heer Raquet of 5 % volgens den heer Leplae, zij kan ons niet bevredigen; het Instituut te Gembloers werd opgericht om landbouwers te kweken. Dikwijls heeft men het gering aantal van hen die zich, na de schooljaren, toeleggen op practischen landbouw, geweten aan het overladen programma, en dat zou de reden zijn waarom de toekomstige landbouwers slechts in gering aantal in het Instituut treden. Daarom, al moest dit gezegde gegrond zijn, dient men niet het programma te wijzigen en aan het Instituut van Gembloers eene andere richting te geven. Men moet wel begrijpen dat men niet in een Hooger Instituut voor landbouw de landbouwpraktijk volkomen leeren kan. Deze praktijk leert men aan in landbouwbedrijven waar de student een proeftijd doorbrengt vóór of na zijne theoretische studiën. Wil dit zeggen dat de theoretische studiën, de leergangen van landbouwwetenschappen tot niets dienen voor dengenen die zich later toelegt op landbouwbedrijf? Neen! In geen enkel beroep is het nutteloos, zijnen geest ontwikkeld te hebben; diepdoorgronde studiën zullen daarenboven den landbouwingenieur in staat stellen, zich op de hoogte te houden van de nieuwe ontdekkingen der wetenschap, deze te toetsen aan zijne kunde, met kennis van zaken proeven te nemen en aldus de weldaden der wetenschappelijke methode in zijne omgeving te verspreiden.

Het is te wenschen dat zij, die zich voorbereiden tot het in bedrijf nemen van groote landbouwondernemingen voor eigen of andermans rekening, de lessen van een Hooger Instituut van landbouw volgen. Bedreven vakmannen zullen zij er niet worden, de practische bekwaamheid komt slechts later. Doch hun geest zal er ontwikkeld worden en zij zullen er leeren hoe zij den vooruitgang kunnen volgen.

In afwachting dat dit door een grooter aantal landbouwers wordt begrepen, zal het Instituut te Gembloers, evenals vroeger, naast enkele ontginners van landelijke goederen, ingenieurs opleiden tot nijverheidsbedrijven behorende tot den landbouw, alsmede Staatslandbouwkundigen, leeraars en ook wel geleerden.

Men moet dus niet streven naar een verlaging van het studiepeil, maar integendeel naar de uitbreiding van het onderwijs. Tot dit besluit kwam, in Mei 1903, de Raad der leeraars van het Instituut in zijn verslag over den toestand van het onderwijs.

Na te hebben betoogd dat gedurende vijftig jaar steeds nieuwe leervakken op het programma werden gebracht zonder het aantal studie jaren te vergrooten, en dat men er aldus toe gekomen was « aan de studenten een arbeid op te leggen, waarvan de omvang in ruime mate de grenzen overschrijdt, die door eene redematige onderwijsmethode zijn bepaald », stelt de Raad der leeraren eenige hervormingen voor. Hij is niet geneigd, het reeds voldoende programma voor het toelatingsexamen te verzwaren; wellicht echter zou er grond toe zijn, van al de toekomstige leerlingen van het Instituut te vergen dat zij zekere onmisbare kennissen bezitten, bijvoorbeeld de wiskundige wetenschappen; men zou zich niet mogen vergenoegen met

het overleggen van om 't even welke vreemde diploma's. Alhoewel een diploma zou worden overgelegd, toch zou het toelatingsexamen over zekere leervakken, zooals de wiskunde, vereischt worden van elken leerling, hoe weinig ook hij de Fransche taal kent.

De Raad vraagt verder dat de leerlingen de vier studiejaar zouden moeten doen.

Men weet dat de studenten, sedert 1897, een vierde studiejaar mogen doen in het Instituut en, in dit vierde jaar, een bijzonder vak bestudeeren hetzij in de afdeeling van waters en bosschen, hetzij in de afdeeling van scheikunde en van tot den landbouw behoorende nijverheidsbedrijven, hetzij in de afdeeling van landbouwkunde of van onderwijs. Doch, in 1905, was er één student in de eerste afdeeling, vier in de tweede en geen enkele in de derde. Dit geval van 1905 is weliswaar eene uitzondering : thans zijn er 5 of 6 leerlingen in de afdeeling van waters en bosschen, 4 of 5 in de afdeeling van de landbouw-nijverheidsbedrijven, doch zeer zelden laat een leerling zich inschrijven in de afdeeling van landbouwkunde en onderwijs, waarvan het programma eenheid mist en geene bepaalde richting volgt. Het is niettemin zeker dat, daar het diploma van landbouwingenieur verkregen wordt na het derde studiejaar, een vierde jaar weinig studenten bekoort.

De Raad der leeraars stelt dus voor : drie jaren algemeene gezamenlijke voorbereiding en een jaar bijzondere studie in een der volgende twee richtingen :

a) Landbouwkunde en boschbouw, die leiden zou tot het diploma van land- en boschbouwingenieur ;

b) Landbouwscheikunde en landbouw-nijverheidsbedrijven, die leiden zou tot het diploma van ingenieur van landbouw-nijverheidsbedrijven.

Men zou kunnen verwonderd staan over deze oplossing, wanneer men het Instituut te Gembloers vergelijkt bij het Nationaal Landbouw-Instituut te Parijs, waar slechts twee jaren studie gevergd worden. Doch te Parijs wordt de toelating tot de school onderworpen aan een betrekkelijk moeilijken wedstrijd, omdat telken jare te veel leerlingen zich aanbieden in het Landbouw-Instituut (250 tot 300), en wel voor een gering getal beschikbare plaatsen ⁽¹⁾. Daardoor kon men uit het programma weglaten zekere vakken, die men te Gembloers onderwijst. Daarenboven, om bekwaam geacht te worden een ambt te vervullen bij particulieren of bij den Staat, moeten de leerlingen van het Landbouw-Instituut te Parijs, na hunne twee studiejaar, oefenscholen bijwonen of in het Instituut een derde jaar doorbrengen. Naar inlichtingen die ons zeker voorkomen, denkt men er zelfs aan, dit derde jaar aan allen op te leggen.

(1) Tweede Internationaal Congres voor landbouwonderwijs. I. Verslag van de heeren Regnard en Wéry : *L'Institut agronomique de Paris*.

Het programma van het Instituut te Gembloux zou dus niet meer overladen zijn. Doch, over vier jaar verdeeld, zou het gelegenheid verschaffen tot aanschouwelijk en proefondervindelijk onderwijs, wat door de leeraars van alle landen aangeprezen wordt ⁽¹⁾, alsmede tot de thans onmisbare splitsing in specialiteiten.

Zouden deze hervorming van het programma, deze volmaking der studien aanleiding geven, zooals sommigen het meenen, tot eene splitsing tusschen het bestuur van het onderwijs en het stoffelijk beheer van het Instituut? Wij vestigen de aandacht op dit vraagstuk zonder het te willen oplossen.

Bij de verbetering van het onderwijs hoort de verbetering van het materieel dat het onderwijs aanvullen moet.

In 1903 werd de volledige vernieuwing der stoffelijke inrichting, volgens een algemeen plan opgevat, aan de Kamers voorgesteld en de eerste kredieten daartoe werden toegestaan. « Uitgestrekte laboratoria voor scheikunde, plantennatuurkunde en microscopie, eene inrichting tot het beproeven van landbouwwerktuigen, een zuivelstation werden tot stand gebracht ⁽²⁾. »

Nog andere verbeteringen dienen te worden ingevoerd. Verslagen, bij het Ministerie van Landbouw uitgebracht, wezen er op.

Toch kunnen wij niet nalaten er op te wijzen, dat de rol, die is opgelegd aan de hoeve van het Instituut, dient nader bepaald te worden. Al de leeraars en bestuurders van landbouw-instituten zijn het eens om te zeggen dat er bij een hooger landbouw-instituut ten minste twee onderscheiden afdeelingen behooren : een eerste zou zijn de proefondervindelijke ontginning, dienende tot proefnemingen en die niet noodzakelijk winsten moet afwerpen; zij zou de aanvulling zijn van het wetenschappelijk onderwijs en zou dienen om dit beter te doen begrijpen en onthouden. De tweede zou een gewoon landbouwbedrijf zijn, aan wiens hoofd een goed landbouwmeester zou moeten staan. Tot heden was de hoeve van het Instituut gedeeltelijk proefondervindelijk, gedeeltelijk model-hoeve. Deze tweevoudige bestemming heeft er geen model van hoeve van gemaakt.

Wanneer deze verbeteringen zullen aangebracht zijn — en dit kan nog dit jaar geschieden —, zal het Instituut het recht hebben, niet zonder trotschheid, zijne inrichtingen te laten bezoeken door Belgen en vreemdelingen die men niet nalaten zal te Gembloux uit te noodigen om het half-eeuwsfeest van zijn bestaan te vieren.

(1) Men leze de belangrijke gedachtenwisseling op het Congres voor Landbouwonderwijs, alsook den wensch die deze gedachtenwisseling besloot. *Lib. cit.*

(2) RAQUET, *Loc. cit.*

HOOFDSTUK VII.**GEZONDHEIDSDIENST.**

Een lid wees op de moeilijkheden waarop de aanvoer van drinkwater stuit in tal van Belgische gemeenten. Drie stelsels werden aangeprezen. De bronnen van zuiver water kunnen geene voldoende hoeveelheid water geven om al de gemeenten, die het noodig hebben, van water te voorzien. De Intercommunale Maatschappij heeft al veel bronnen opgevangen, en zij kan alleen aan Brussel en voorsteden alsmede aan een beperkt getal gemeenten water leveren.

Het opvangen van water uit de rivieren en de zuivering van dit water is gevaarlijk voor de gezondheid.

Blijft dan nog het boren van putten in de Kempen. De proefnemingen van de heeren Putzeys en Rutot laten verhoplen dat in de omstreken van Moll eene ondergrondsche watermassa gelegen is, toereikend om Beneden-België en de Kempen te voorzien van drinkwater. Doch, alvorens uitspraak te doen, moet men natuurlijk tot nieuwe proefnemingen overgaan en de zekerheid verkrijgen dat men het water zal kunnen zuiveren van ijzer, zóó dat het drinkbaar wordt.

Daar de bedeeeling van drinkwater een dienst is van algemeen nut in de eerste plaats, heeft de Regeering zich de zaak reeds aangetrokken. De Middenafdeeling verlangde dus de meening der Regeering over dit punt te kennen en stelde de volgende vraag :

Vraag.

« De Afdeeling vraagt aan de Regeering hoever het staat met de studie betreffende het instellen van eene centrale inrichting, die gelast zou zijn, drinkbaar water te verschaffen aan de gemeenten. »

Antwoord.

« Ofschoon de studie zeer gevorderd is, dan toch is zij het niet in zulke mate dat de Regeering hieromtrent eene verklaring zou kunnen doen. »

*
* * *

Een lid verzocht de Middenafdeeling de volgende vraag te stellen :

Vraag.

« De Afdeeling vraagt aan de Regeering hoever het staat met de werken van de buiten het Parlement benoemde Commissie, belast met de herziening van de wet op den verkoop van slachtvee? »

Antwoord.

« De Commissie hield verschillende vergaderingen, doch is nog niet tot een besluit gekomen. »

*
* *

Het ontwerp van Begrooting werd aangenomen :

In de 1^e afdeeling met 7 stemmen tegen 6 en 2 onthoudingen.

— 4 ^e	—	13	—	3
— 5 ^e	—	11	—	6
— 6 ^e	—	11	—	1 en 7 onthoudingen

Het werd verworpen :

In de 2^e afdeeling met 13 stemmen tegen 9.

— 3 ^e	—	13	—	11.
------------------	---	----	---	-----

De Middenafdeeling, met 4 stemmen tegen 2, stelt u voor het goed te keuren.

De Verslaggever,

A. MÉLOT.

De Voorzitter,

E. NERINCX.

